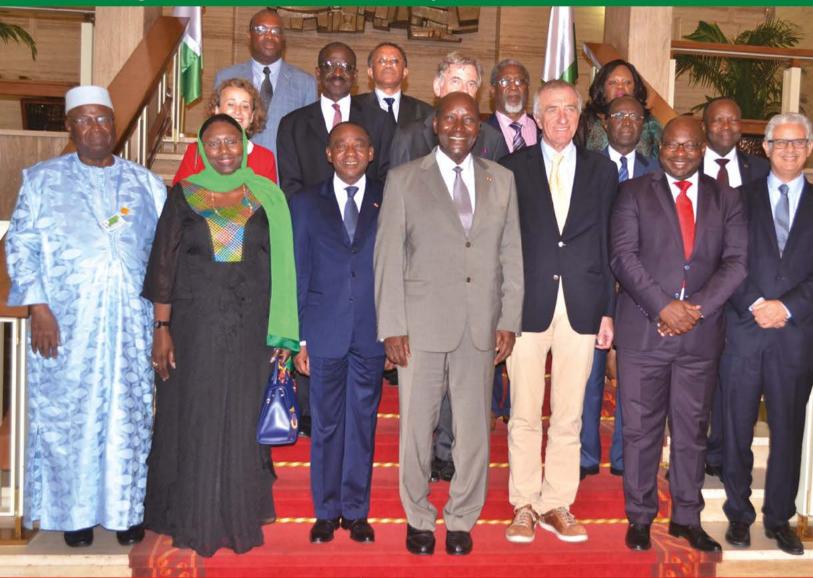


Magazine trimestriel du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel



Les acteurs économiques et sociaux proposent une approche globale

www.lecesec.ci

UNION DES CONSEILS ECONOMIQUES ET SOCIAUX ET INSTITUTIONS SIMILAIRES DES ETATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES DE LA FRANCOPHONIE

REUNION DUBUREAU



Siège du CESEC Abidjan, Côte d'Ivoire 7 mars 2018



Une Union dotée d'une Charte sociale, pour mieux protéger nos sociétés





ABORDER LA QUESTION DE L'EMPLOI **DES JEUNES DANS UNE APPROCHE GLOBALE** ET METHODIQUE

PAR FÉLICIEN YEDE N'GUESSAN

n inscrivant la problématique de l'éducation et du renforcement des capacités des jeunes en bonne place parmi les thématiques examinées au cours des travaux de leur 4^{ème} Rencontre à Abidjan les 16 et 17 Novembre 2017, les Acteurs économiques et sociaux de l'Union Européenne et d'Afrique viennent de rappeler, de la plus forte des manières, la nécessité d'une réflexion collective pour bâtir de nouvelles stratégies de lutte contre le phénomène de désœuvrement et ses conséquences néfastes sur la jeunesse.

La problématique de l'emploi pour les jeunes est devenue ces dernières décennies, une question cruciale à laquelle tout pays cherche à apporter des solutions crédibles et durables, sans véritablement y parvenir dans bien des cas. Il est d'ailleurs établi, selon les experts, qu'en ce domaine, il n'existe pas de recette miracle. Pourtant, le but ultime pour chaque Etat est bien sûr de concilier le développement économique avec la stabilité et la cohésion sociale, en créant toutes les conditions susceptibles d'aider à occuper sainement les jeunes, essentiellement par l'emploi.

Dans beaucoup de pays, selon les époques et les circonstances, l'équilibre tant recherché entre développement économique et cohésion sociale avait fait son chemin pendant de nombreuses années avant de subir un coup d'arrêt dont les causes remontent principalement à la crise économique mondiale des années 70.

Ce fut le cas en France où l'industrialisation d'aprèsguerre avait généré, à partir des années 40, une situation de plein emploi, connue sous le nom des « trente glorieuses ». A cette époque, le marché du travail salarié pouvait s'étendre, au-delà des frontières hexagonales, jusque dans des contrées les plus reculées de certains pays d'Afrique francophone.

Cela a été aussi le cas de la Côte d'Ivoire qui, au lendemain de l'indépendance, jusqu'au début des années 80, grâce à une croissance économique exceptionnelle dite « miracle ivoirien », pouvait offrir dans presque tous les secteurs d'activités, un emploi au plus grand nombre, y compris aux non nationaux venus des pays limitrophes. Malheureusement la sévère récession économique consécutive à la chute du prix des matières premières, ajoutée, entre autres choses, à l'accroissement général de la population, au Programme d'Ajustement Structurel, au déficit d'investissements privés, aggravé par les crises sociopolitiques à répétition..., va entrainer un ralentissement drastique du rythme initial de création d'emplois. Et malgré de nombreuses mesures correctives prises et exécutées par les gouvernements successifs, cette tendance demeurera constante, avec un lourd tribut à payer aujourd'hui par les populations jeunes principalement.

Pris en compte dans le diagnostic des Acteurs économiques et sociaux au cours de leurs travaux, cet exemple ivoirien, plus répandu sur le continent africain, a fait apparaitre une autre réalité inscrite désormais au nombre des facteurs les plus déterminants sur le problème de l'emploi pour les jeunes. Il s'agit de l'inadéquation entre la formation et les nouveaux emplois disponibles. Ce déséquilibre, pour la majorité de nos Etats, s'explique en grande partie par l'insuffisance de ressources pour adapter leurs économies aux innovations technologiques accélérées de ces dernières décennies.

Si l'inadéquation entre formation et emplois pour les jeunes n'est pas la seule source de la désintégration progressive du tissu social dans nos pays, elle contribue dans une large proportion à toutes sortes de « déviance sociale » (criminalités, vols, prostitution..) et autres tentations périlleuses observées chez un grand nombre de nos jeunes concitoyens.

Un regard critique sur le phénomène croissant de la

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE Lecon d'une rencontre fructueuse

Éditorial

cybercriminalité, associé aux images de désolation que nous impose quotidiennement cette tendance lourde de l'immigration clandestine, montre, statistiques à l'appui, que les jeunes tentés par le désir d'enrichissement précoce souvent illicite, ou par l'aventure vers des «terres promises», représentent le plus fort taux des peu ou non qualifiés professionnellement.

C'est le Gouvernement ivoirien. pourquoi, conformément à la vision du Président de la République SEM. Alassane OUATTARA, dans sa quête de stabilité et de paix sociale durables, propose face à la détresse de la jeunesse, à travers ses Ministères techniques, notamment son Département dédié, diverses opportunités dont des programmes de formations techniques et pratiques adaptés.

Cependant, n'y a-t-il pas lieu, pour d'autres compétences, d'y apporter leurs contributions? Le temps n'est-il pas venu en effet d'élargir le champ de réflexion et d'action à l'ensemble des composantes de la Société (Institutions, Organisations de jeunesse, Spécialistes des sciences sociales, Entreprises, Pouvoirs financiers, Société civile, médias, etc.), afin d'explorer de nouvelles pistes et proposer des solutions additionnelles? Ainsi formulée, cette préoccupation devrait interpeller chacune des parties prenantes, éveiller la conscience collective sur l'urgente nécessité d'un traitement global et méthodique du problème de l'emploi pour les jeunes.

En ce sens, le Conseil Economique, Social,

Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire, sous la houlette du Président Charles Koffi DIBY, a pour sa part, en appui aux mesures du Gouvernement, engagé d'ores et déjà la réflexion autour d'un certain nombre de thématiques dont la cybercriminalité et la délinquance juvénile. Et ces thématiques devraient être adressées, en synergie avec des partenaires bilatéraux, dans le cadre d'un certain nombre d'accords de coopération. En réalité, il s'agit pour le CESEC, en se donnant ainsi les moyens de cerner la réalité des motivations latentes des populations cibles (les jeunes), de faire des propositions pertinentes, susceptibles d'aider à les éloigner durablement des tentations corruptives auxquelles ils sont de plus en plus exposés, et qui minent les valeurs fondatrices de la stabilité sociale.

En définitive, il apparait impérieux pour la communauté nationale, associée au reste de l'Europe et de l'Afrique, d'intégrer la question de l'emploi pour les jeunes dans une activité permanente.

C'est à ce prix que l'on pourra, ensemble, juguler le risque d'une désocialisation massive susceptible à moyen ou long terme, de générer des crises de tous ordres (politiques, économiques, sociales, culturelles, voire ségrégatives), à l'échelle des deux continents. Ce point de vue est d'autant plus essentiel qu'il repose sur un principe théorique simple: la crise de l'emploi entraine la crise du lien social, et donc la perte de tout repère qui est un terreau fertile à la culture du refus de l'ordre établi ■



Union des Conseils Economiques et Sociaux et Instituions Similaires des Etats et Gouvernements membres de la Francophonie (UCESIF)

Date de création : 15 novembre 2004

Siège: Ouagadougou (Burkina Faso)

Lieu de création : Port-Louis (Île Maurice)

Membres: 22 membres

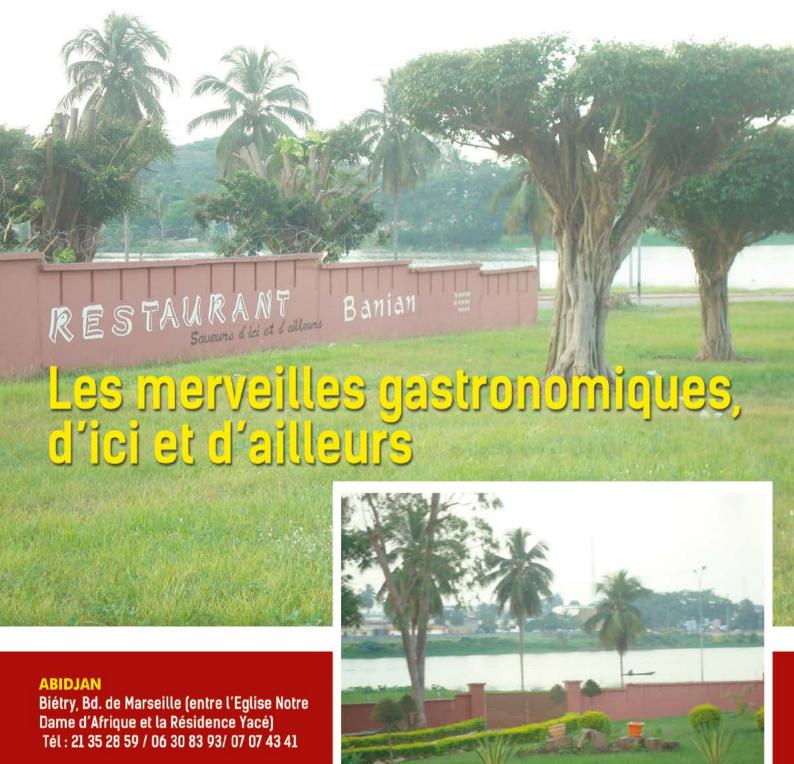
ORGANES

- Assemblée Générale
- Bureau (Président, 4 Vice-présidents, Secrétaire Général)

OBJET

promouvoir les échanges et le partenariat entre les Institutions de l'espace france phone

RESTAURANT BANIAN



YAMOUSSOUKRO

Entre le lac et la grande Mosquée Tél: 30 64 47 28/06 98 28 28

BP 826 cidex 5

e-mail: infos@restaurantbanian.ci

SOMMAIRE FÉVRIER 2018

■ Au fil des ans pages 7 à 9 Réseau des acteurs économiques et sociaux :

Abidjan, Nairobi, Bruxelles ... Retour sur les traces d'une coopération pleine de promesses

- **L'invité de la rédaction** page 10 Jean-François VALETTE, Ambassadeur de l'Union européenne en Côte d'Ivoire
- Gros plan page 12 à 14
 Amoikon Tiémélé EDJAMPAN
 Conseiller Économique Social
 Environnemental et Culturel
- Les coulisses page 15 à 18
- Conseillers à la tâche page 19 à 21 Le comité d'organisation
- Les acteurs économiques et sociaux au travail page 22 à 25
- Le Vice-Président Kablan Duncan ouvre les travaux
- La Côte d'Ivoire honorée!
- Arrêt sur images page 26 à 28
- Idées fortes pages 29 à 31
- Impressions d'acteurs page 32 à 34
- **Zoom sur...** page 35 à 36 Les Présidents : qui sont-ils ?
- Eclairage page 37 à 41 Les dessous d'une co organisation réussie
- **Discours** page 42 à 53 Les acteurs leaders Ce qu'ils ont dit
- Déclaration finale page 54 à 56
- Communiqué final page 57 à 58











DIRECTEUR DE PUBLICATION

Felicien Yede Nguessan

REDACTEUR EN CHEF

Nadege Yeo Guessan

REDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Casimir Kouakou Angoh

SECRETAIRE DE REDACTION

Pascaline Koffi Ahuie

SECRETAIRE ADJOINT DE REDACTION

Jean Marc Nyncemon

REDACTEURS

Adolf Kouamé Brou Aime Desiré Nguetta Stephanie Yebi Pyco Yobouet Djeh Edith Bedié Koulotioloma Coulibaly Marcel Taba Manuella Koffi

PHOTOGRAPHIE

Parfait Koffi Konan Philomene Della

ARCHIVES

Eric Assemian Aka

AVEC LA COLLABORATION DE

Avit M'Boa Benoît Boti Bi Zoua Kouakou Yao Albert Taukla Kouassi Victor Zoro Bi Bah Jeannot

INFOGRAPHIE

Creatis Studio

Impression: Creatis Studio

Tirage: 3 000 exemplaires

Au fil des ans

PAR YOBOUET DJEH PICOH

Réseau des acteurs économiques et sociaux :

Abidjan, Nairobi, Bruxelles ... Retour sur les traces d'une coopération pleine de promesses

Les relations entre l'Union Européenne et l'Afrique régies par l'Accord de Cotonou et la stratégie commune UE/Afrique, comportent, globalement, les dimensions économique et développementale. Deux domaines d'activités qui renvoient aux prérogatives des Assemblées Consultatives et autres Organisations des deux continents, et qui fondent la volonté des acteurs économiques et sociaux d'agir en commun, en mettant leurs expériences et bonnes pratiques spécifiques au profit des populations des pays concernés.

l'origine de la création du réseau des Acteurs économiques et sociaux se trouve une initiative du Comité Economique et Social Européen (CESE). Pour l'Institution européenne, il s'agissait, dans le cadre de la stratégie commune UE-Afrique, de créer une structure formelle de coopération régulière entre les acteurs économiques et sociaux (représentants des employeurs, des salariés, des agriculteurs, des consommateurs, etc.) d'Afrique et d'Europe. En perspective, il s'agissait pour les acteurs

Economiques et Sociaux de faire converger leurs positions sur le partenariat entre les deux (2) continents et d'alimenter. de leurs idées, les différents sommets des Chefs d'États et de gouvernements.

A travers ce réseau, les Acteurs entendaient, chaque fois que possible, manifester leur ferme volonté de coopérer avec les gouvernements et de contribuer ainsi à enrichir la stratégie UE-Afrique.



4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE **Leçon d'une rencontre fructueuse**

Au fil des ans



LES OBJECTIFS POURSUIVIS

Dans un souci permanent de contribution efficace, les Acteurs Economiques et Sociaux se sont donné pour objectifs :

- de proposer des actions concrètes à mettre en place dans le cadre de la stratégie conjointe Afrique- UE, y compris des programmes d'échange et de coopération;
- de faciliter l'appropriation et la participation des acteurs économiques et sociaux aux actions de la stratégie;
- d'échanger des informations et des bonnes pratiques entre membres du réseau;
- de contribuer au renforcement des capacités des acteurs économiques et sociaux et à la réalisation de leurs objectifs;
- de mettre en place, de manière conjointe des projets de développement dans le cadre de la stratégie commune UE-Afrique.

LE RÉSEAU DES ACTEURS ECONOMIQUES ET SOCIAUX AU FIL DES ANS

La première réunion du réseau des acteurs économiques et sociaux UE - Afrique-s'est tenue les mardi 4 et mercredi 5 mars 2014, à Bruxelles (Belgique). Il s'agissait, pour cette première rencontre :

d'établir les bases visant à une coopération structurée et régulière qui pourrait se développer entre les représentants

des milieux sociaux et économiques européens et africains; de contribuer à la consolidation et au renforcement des capacités des acteurs sociaux et économiques;

et d'échanger des informations et des bonnes pratiques. *

Trois (3) thématiques avaient fait l'objet d'intenses réflexions de la part des participants: la sécurité alimentaire, la protection sociale et l'emploi des jeunes. Des recommandations ont été faites en ce sens et les participants se sont engagés à instaurer une coopération régulière et structurée dans le cadre de la stratégie UE-Afrique.

La seconde réunion s'est déroulée les 27 et 28 octobre 2015 à Bruxelles. Au cours de cette réunion, le Réseau a contribué au renforcement des capacités des groupes d'intérêts sociaux et économiques; échanger des informations et de bonnes pratiques. Pour rappel, le Sommet de Malte a été organisé les 11 et 12 novembre 2015, entre les dirigeants de l'UE et de l'Afrique pour examiner les questions relatives aux migrations.

La 3e rencontre a eu lieu le 6 et 7 juillet à Nairobi, au Kenya, où les participants ont mené la réflexion sur l'accès au financement relativement à la lutte contre le changement climatique. Ils ont saisi l'opportunité pour comparer les approches africaines et celle de l'UE en matière de migration

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE Leçon d'une rencontre fructueuse

Au fil des ans

légale. Les résolutions issues de cette 3ème rencontre ont porté sur deux axes. Le premier axe concerne le rôle des acteurs socio-économiques dans les politiques de migration légale. Les participants ont souligné l'importance du rôle des migrants en tant que contributeurs nets au développement économique, social et culturel, tant du pays de destination que du pays d'origine.

Quant au deuxième axe, l'accent a été mis sur le rôle des acteurs socio-économiques dans la lutte contre le changement climatique. Les participants ont insisté sur l'importance d'associer la société civile à tous les échelons dans cette lutte et de soutenir une transition équitable vers des économies sobres en carbone qui facilite le développement économique.

La 4e rencontre des Acteurs économiques et Sociaux, s'est tenue en Côte d'Ivoire du 16 au 17 novembre 2017. Elle a connu une innovation majeure en ce sens qu'elle a vu la participation des Conseils Economiques et Sociaux de l'Union Européenne et d'Afrique.

La rencontre fut axée autour de guatre thèmes principaux, à savoir la contribution des acteurs socio-économiques aux futures relations UE-Afrique, les innovations dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire pour transformer l'Afrique, les stratégies au bénéfice des jeunes à travers l'éducation et le renforcement de compétences et le développement des économies vertes.

A souligner pour l'histoire que la rencontre d'Abidjan revêt un caractère inédit à double titre. C'est la première fois qu'un pays africain de la zone subsaharienne accueille l'évènement. De même, c'est la première fois que la rencontre a lieu dans un pays d'Afrique francophone.

Enfin la rencontre d'Abidjan, tout en consolidant les relations entre les Acteurs Economiques et Sociaux, a matérialisé de façon qualitative leur contribution au renforcement des relations entre l'Union Européenne et l'Union Africaine



L'invité de la rédaction

« ...Le développement ne passe pas par plus d'aides et de subventions...»

Jean-François VALETTE, Ambassadeur de l'Union européenne en Côte d'Ivoire

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR FELICIEN YÉDÉ & ADOLPHE KOUAME

Ambassadeur de l'Union européenne en Côte d'Ivoire depuis décembre 2014, Son Excellence Monsieur Jean-François Valette fut l'un des acteurs principaux de la 4ème rencontre des Acteurs économiques et sociaux de l'Union africaine et de l'Union européenne. Issu de la diplomatie française, il est agrégé de Lettres classiques et diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration. Avant de rejoindre la diplomatie européenne, il fut, entre autres, Ambassadeur de France au Togo, au Cameroun, et au Congo. A travers les lignes qu'il offre en exclusivité à CESEC magazine, SEM Jean-François Valette nous livre sa perception de l'enjeu de cette rencontre d'Abidjan, la première d'envergure des Acteurs économique et sociaux de l'Union Européenne et d'Afrique.



CESEC magazine : Excellence Monsieur l'Ambassadeur, la 4ème rencontre des CES-IS d'Afrique et d'Europe vient de s'achever. En tant que Représentant de l'Union européenne en Côte d'Ivoire, qu'avez-vous retenu globalement de de la tenue de ces assises ?

Jean-François VALETTE: Avant tout, la volonté de réunir pour la première fois les représentants des forces vives de l'Europe et de l'Afrique autour de thématiques partagées.

CESEC magazine : Excellence, en présageant que de grands espoirs ont été placés dans la tenue de cet évènement, selon vous, quels ont été les enjeux majeurs de cette 4^{ème} rencontre pour l'Afrique et l'Europe ?

J.F.V : Ce fut de mettre en évidence la synergie de nos

deux continents autour de la Jeunesse à qui il faut donner une bonne formation. Cela lui permettra de trouver sa juste place dans une organistion mondiale faite d'opportunités mais aussi d'exigences.

CESEC magazine: Au terme de cette 4ème rencontre des CES-IS, vous avez remis, à l'intention du Président de la République de Côte d'Ivoire, S.E.M. Monsieur Alassane Ouattara, les conclusions des travaux des Acteurs économiques et sociaux UE/Afrique au Vice-président de la République, Monsieur Daniel Kablan DUNCAN, à titre de contribution au 5ème sommet des Chefs d'Etats et Gouvernements UE/Afrique qui s'est tenu à Abidjan dans la même période en Novembre 2017. Quel impact pensez-vous que ces conclusions peuvent avoir sur les relations entre l'Europe et l'Afrique?

J.F.V: Elles permettront, tout d'abord de constater qu'il existe entre l'Europe et l'Afrique un partenariat humain qui va bien au-delà des liens politiques entre les Etats. Ensuite, elles montreront que la voie commune du succès réside dans la construction d'une véritable intégration entre ces Etats.

CESEC magazine : Excellence, au terme de notre entretien. Quel est votre message à l'endroit des acteurs économiques et sociaux en général et en particulier et à celui des populations africaines et européennes ?

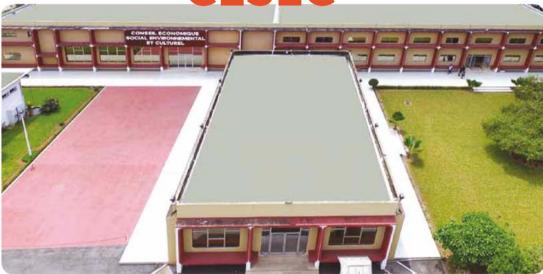
J.F.V: Le développement ne passe pas par plus d'aides et de subventions, mais par la mobilisation de tous les individus et de toutes les entreprises.

Le succès viendra de cet esprit de responsabilité qui va de pair avec la prise de risques mesurés et la continuité dans l'effort.



CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL





1. HISTORIQUE

Créé par la Constitution du 3 novembre 1960, le Conseil Economique et Social est devenu le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel à la faveur de la Constitution du 8 novembre 2016.

Ont été successivement portées à la tête de cette prestigieuse Institution, les personnalités ci-après, MM. :

- Jean DELAFOSSE (1961 1962)
- Mamadou COULIBALY (1962 1985)
- Philippe G. YACE (1986 1998)
- Laurent DONA-FOLOGO (2001 2011)
- Maurice SERY GNOLEBA (1999)
- Marcel ZADY KESSY (2011 2016)

Le 16 juin 2016, Monsieur Charles Koffi DIBY est nommé Président du Conseil Economique et Social, par Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire.

2. MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel assure des missions consultatives auprès du Gouvernement et du Parlement. Il est chargé:

- de donner son avis sur les orientations générales de l'économie nationale et du développement durable ainsi que sur toutes autres questions d'ordre économique, social, environnemental et culturel;
- de formuler des propositions dans les divers domaines économiques, sociaux, environnementaux et culturels.

3. COMPOSITION ET ORGANISATION

Le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel est composé de 120 membres issus des différentes couches socioprofessionnelles de la nation.

Chacun des membres est nommé par décret du Président de la République, parmi les personnalités qui se sont distinguées par leurs compétences dans les domaines économique, social, environnemental et culturel.

Les organes sont constitués du Bureau (Président, Vice-présidents, Secrétaires, Questeurs) et des Commissions (permanentes et ad 'hoc).

Gros plan

« ...Le succès de cette recontre confirme les acquis de la Côte d'Ivoire dans ses relations avec l'union européenne sous la houlette du Président de la République, son Excellence Monsieur Alassane Ouattara... »

Amoikon Tiémélé **EDJAMPAN**Conseiller Économique Social Environnemental et Culturel

INTERVIEW RÉALISÉE PAR ADOLPHE KOUAME & CASIMIR ANGOH

Né le 07 avril 1941, Monsieur AMOIKON BOA EDJAMPAN TIEMELE a été Ambassadeur de Côte d'Ivoire dans plusieurs pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie de 1970 à 1990, avec une césure de 1981 à 1983 en qualité de Ministre du commerce. Il a été plusieurs fois élu député d'Abengourou de 1990 à 2011, avec les postes de Vice –président et 3ème Vice –président, successivement de 1993 à 1998 et de 2001 à 2011. Depuis le 26 Octobre 2014, Son Excellence Monsieur Amoikon Boa Tiemelé EDJAMPAN est nommé Conseiller Economique, Social, Environnemental et Culturel. Dans le cadre des préparatifs de la Rencontre des Acteurs économiques et sociaux de l'Union Européenne et d'Afrique tenue les 16 et 17 Novembre 2017 à Abidjan, le Ministre a été désigné Coordonnateur général du Comité d'Organisation de ladite rencontre. A l'heure du bilan, CESEC magazine ouvre ses colonnes au Conseiller Economique, Social, Environnemental et Culturel pour recueillir ses impressions et sa précieuse analyse des grands moments de cet évènement inédit pour l'institution.



CESEC magazine: Monsieur le Ministre, voici quelques semaines que viennent de s'achever la 4ème rencontre des CES-IS d'Afrique et d'Europe. En tant que Coordonnateur Général de cette rencontre, quelles sont vos impressions sur l'organisation?

Amoikon Tiémélé EDJAMPAN : D'abord, permettez qu'au nom des Conseillers Economiques Sociaux, Environnementaux et Culturels de Côte d'Ivoire, je renouvelle notre gratitude au président Charles Koffi Diby, Président du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel, grâce à qui nous avons obtenu la tenue de cette importante rencontre, à Abidian en Côte d'Ivoire. Je voudrais le remercier d'avoir associé l'ensemble des membres de notre institution à cette grande manifestation à envergure internationale et surtout de nous avoir désignés, mes collègues et moi même, comme coordonnateurs généraux du Comité d'organisation. Personne n'a été laissé à l'écart: membres de notre Assemblée, membres du cabinet du Président, responsables de l'Administration et personnel technique. A côté de nos amis d'Europe avec lesquels nous avons travaillé en parfaite symbiose, nous formions une belle équipe qui s'est très vite muée en une redoutable machine pour une organisation fluide et efficace, facilitée entre autres choses, par tous les canaux modernes de communication et d'échanges.

Leçon d'une rencontre fructueuse

Gros plan-

CESEC magazine: Monsieur le Ministre pouvez-vous nous situer sur le niveau de contribution de vos pairs Conseillers Economiques, Sociaux, Environnementaux et Culturels nationaux dans cette initiative?

A.T.E: Tous les membres du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturels étaient disponibles pour faire partie, aussi bien du comité d'organisation (au sein des comités techniques) que des quatre (4) ateliers où ont été examinés les sous-thèmes. On peut s'en féliciter car l'occasion nous a été donnée de nous rendre à l'évidence que notre institution regorgeait de cadres aux compétences variées et insoupçonnées! Hommage soit rendu donc à ceux qui ont constitué cette équipe pluridisciplinaire, avec des hommes et des femmes dévoués et disponibles. On avait la nette impression que les conseillers économiques et sociaux ivoiriens n'attendaient qu'une telle opportunité pour exprimer tout leur savoir-faire et montrer le niveau de leur engament pour le CESEC. Je dis donc bravo à mes collègues pour leur apport intellectuel, pour la pertinence de leurs interventions au cours des débats, et pour la qualité des notes de cadrage qu'ils avaient préparées. Cet apport intellectuel, ajouté à celui des autres participants, a considérablement facilité l'articulation des sujets et des prises de parole des panelistes ayant abouti à la déclaration finale. Je les félicite également pour leur assiduité aux conférences. En définitive, les Conseillers, tout en s'acquittant de leur devoir d'hôtes, ont montré à la face du monde des Acteurs économiques et sociaux qu'ils méritent la confiance que le Président de la République Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara a placé en eux, en les nommant membres de notre illustre assemblée. Et je suis fier d'être un des leurs.

CESEC magazine : Monsieur le Ministre, lors de cette rencontre, quatre (04) thématiques, énoncées comme suit, ont été examinées au cours de différents panels :« Transformer l'agriculture et le Secteur agroalimentaire, pour transformer l'Afrique » ;« Education et Renforcement des Capacités : Nouvelles stratégies au bénéfice des Jeunes » ;« Stratégies pour soutenir le développement des économies vertes »; « La Contribution des Acteurs Socio-Economiques dans les futures relations Afrique-Union Européenne ». En tant qu'acteur principal de ces assises, que pensez-vous de ces choix?

A.T.E: Cette 4ième rencontre des Acteurs économiques et sociaux d'Afrique et d'Europe, a été organisé, il faut le rappeler, en prélude au 5ième Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Afrique et de l'Union Européenne, tenu les 29 et 30 Novembre 2017 à Abidjan sur le thème général: « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable». Ce thème a été développé par nos chefs



d'Etats et de gouvernements, avec un accent particulier sur les problèmes de la jeunesse et du développement durable dans nos pays. La Déclaration finale de cette 4ème rencontre des Acteurs économiques et sociaux, ici, fruit de négociations minutieuses au plus haut niveau, contient des propositions et recommandations qui ont été portées à la haute attention du Sommet d'Abidjan par le truchement du chef d'Etat ivoirien, S.E.M. Alassane Ouattara. Je vais me permettre de vous en donner quelques points importants:

- 1- Concernant l'agriculture, nous avons pensé qu'élle demeure l'élément essentiel pour la transformation de l'Afrique et nécessite des investissements importants en infrastructures, en formation professionnelle et technique, et en renforcement de la sécurité alimentaire ;
- 2- Pour l'éducation et le renforcement des compétences des jeunes, qui représentent plus de 70% de la population africaine, et pour lesquels la recherche d'emplois devient un problème majeur, des propositions spécifiques ont été faites à l'attention du Sommet :
- 3- Pour le développement des économies vertes, la Déclaration d'Abidjan, soutient une transition juste et équitable vers des économies sobres en carbone, sur la base du principe reconnu d'une responsabilité commune et différenciée en matière d'émission de gaz à effet de serre mais aussi du respect des besoins de développement de l'Afrique. Elle appelle les partenaires au développement à soutenir financièrement les programmes spécifiques encourageant cette transition énergétique ;

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE **Leçon d'une rencontre fructueuse**

Gros plan



4- Pour ce qui est des relations UA-UE, la Déclaration d'Abidjan a mis l'accent sur le renforcement et l'approfondissement du « partenariat stratégique» UA-UE à travers un dialogue entre les deux continents en vue de relever tous les défis du monde actuel, en particulier la prise en compte des préoccupations exprimées par les jeunes et la société civile, de même que les grands dossiers et négociations en cours pour la poursuite du partenariat UE-UA.

CESEC magazine: Au terme de la 4ème rencontre des CES-IS d'Afrique et d'Europe, beaucoup d'observateurs attendent de voir, en termes de bénéfice, les retombées de ces assises pour notre Assemblée consultative. En clair, Monsieur le Ministre, quels avantages le CESEC a-t-il pu ou entend-il tirer de cette rencontre considérée comme inédite en Afrique francophone? Et pour notre institution, quel retour d'expérience de cette Coorganisation avec l'Union européenne?

A.T.E: Pour ce qui concerne la Co-organisation avec l'Union Européenne, je peux affirmer que le succès de cette rencontre vient confirmer les acquis de la Côte d'Ivoire dans

le domaine de ses relations avec l'Union européenne depuis plus de 50 ans. Le pays malgré tout, a conservé cet avantage acquis depuis si longtemps! En ce qui concerne les avantages que notre institution consultative retire de la tenue d'une telle rencontre, le CESEC apparait comme une institution crédible capable d'assumer des responsabilités internationales, d'où sa présence

remarquée dans les organisations sous- régionales et régionales, les associations francophones ... etc.

En outre, nous avons noté la volonté de plusieurs institutions similaires d'Afrique et d'ailleurs de prendre modèle sur nous en divers aspects.

Enfin au moment où notre pays revient en force sur la scène internationale, avec la tenue du 5ème Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union Européenne et d'Afrique à Abidjan, des 8ièmes Jeux de la Francophonie, il était peut-être bon qu'une institution consultative apporte sa contribution à cette œuvre de renaissance nationale.

CESEC magazine: Monsieur le Ministre, nous sommes au terme de notre entretien. Quel est votre mot à l'endroit des Conseillers Economiques, Sociaux, environnementaux et Culturels de Côte d'Ivoire, des Acteurs Economiques et Sociaux ayant pris part aux Assises, des membres de l'Administration du CESEC et de tous nos lecteurs?

A.T.E: Sans être exhaustif, il me semble avoir dit l'essentiel, quant à l'implication de l'ensemble de mes collègues Conseillers mais aussi de tout le personnel qui s'est investi sans calcul pour que cette rencontre d'envergure. tenue entièrement dans les locaux de notre institution au Plateau soit couronnée de succès. A l'ensemble des participants, d'Europe et d'Afrique, plus principalement les Présidents des autres institutions similaires, qui nous ont fait l'honneur de prendre part à cette réunion, je voudrais témoigner toute ma gratitude, au nom du Président Charles Koffi DIBY et de tous mes pairs Conseillers du CESEC ; Je voudrais les remercier d'être venus partager leurs grandes expériences avec notre Assemblée. Leur participation à la rencontre est aussi le signe de la confiance en notre institution, qui, ces deniers mois, sous la houlette du Président DIBY, a su tisser des liens utiles hors de nos frontières pour parvenir à ces résultats. Mais tout le mérite revient à l'Autorité suprême de notre pays, c'est-à-dire le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara et son Gouvernement qui, en repositionnant la Côte désormais parmi les nations qui comptent en Afrique, ont permis que ces Assises aient lieu pour la première fois de son histoire, dans un pays d'Afrique subsaharienne.

Je terminerai en révélant aux lecteurs de CESEC magazine qu'après la rencontre, le Président du CESEC, Charles Koffi DIBY, principal artisan de la prouesse organisationnelle, a tenu à adresser une lettre de chaleureuses félicitations au Comité d'organisation que j'ai eu l'honneur et le grand privilège de présider, non seulement pour le volume mais aussi pour la qualité du travail abattu en seulement quelques semaines, en soulignant son immense fierté de nous avoir à ses côtés

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE Leçon d'une rencontre fructueuse

Les coulisses

PAR Pascaline KOFFI

Ces images sont le reflet de la bonne tenue de la 4ème rencontre comme en témoigne la diversité des activités à la périphérie des travaux (avant, pendant et après).



La conférence de presse avant la grande rencontre des acteurs économiques et sociaux.



Le groupe musical ZAOULI en pleine prestation à la cérémonie d'ouverture.



Exposition d'objets d'arts en marge des assises dans le jardin du palais du CESEC.



La visite des installations par le Président Charles Koffi DIBY en compagnie de M. Jean Pierre KIWAKANA P.CES de la République Democratique du Congo.



Le Président Charles Koffi DIBY au contact des objets d'art exposés dans le jardin du CESEC.

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE **Leçon d'une rencontre fructueuse**

Les coulisses





Les acteurs économiques et sociaux à l'heure du déjeuner dans la salle des pas perdus du palais du CESEC.



M. Alain Blaise BATONGUE (à g.) et Dr Moïse NAPON, en train d'échanger.



Mme Aminata TALL et M. Alain Blaise BATONGUE, dans la salle d'accueil des Présidents.



Président Nizar BARAKA (à d.) et Yves SOMEVILLE.



M. Victor HARISON (à g.) et M. Nizar BARAKA.

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE Leçon d'une rencontre fructueuse

Les coulisses



M. Jean-Pierre KIWAKANA (à d.) et M. Nizar BARAKA se serrant la main.



De gauche à droite, MM. Nizar BARAKA, Victor HARISON et Yves SOMEVILLE.



Dr Belkassoum HAIDARA (à g.) en compagnie du Dr Moïse NAPON.



Le Président Charles Koffi DIBY en pleine conversation avec le Président Nizar BARAKA.



Quelques ambassadeurs présents lors de la ceremonie d'ouverture de la 4eme rencontre

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE Leçon d'une rencontre fructueuse

Les coulisses









Sur le bateau bus au cours de la balade lagunaire

Conseillers à la tâche

Le comité d'organisation du CESEC

Dès la mise en place des commissions et la répartitions des tâches, les CESEC se sont aussitôt mis au travail pour apporter, chacun dans son domaine de compétence, le meilleur de lui-même afin de relever ensemble les défis d'une organisation aboutie.

COMMISSION (OORDINATION GENERALE

Avait en charge la coordination générale de la 4e rencontre des CES-IS UE AFRIQUE

LE COORDINATEUR GÉNÉRAL



M. BOA Amoikon Edjampan Thiémélé Diplomate

LES ADJOINTS: Ils ont assisté le coordinateur général



M. AKELE Ezan Ingénieur des travaux publics



M. OGA Léon Administrateur de finances publiques



Mme DIAKITE COTY Fatouma épse KANATE Administrateur de société



Mme SANOGHO Salimata épse PORQUET Administrateur de société

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE **Leçon d'une rencontre fructueuse**

Conseillers à la tâche

COMMISSION SECRETARIAT TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF

En charge de la production de notes d'information, de correspondances et des documents techniques



M. SAMASSI Mamadou Avocat



M. Abdoulaye OUATTARA Professeur d'université



Mme RICHMOND Stéphane épse ESSOS ESSIS Notaire



M. OUREGA ASSIENE Conseiller pédagogique

COMMISSION PROTOCOLE ACCUEIL ET HEBERGEMENT

Mission : l'organisation de l'accueil et de l'hébergement des différentes délégations participantes



Mme BLA Nadine épse GUERET Chef d'entreprise



M. KOUABLAN François Enseignant



Mme BOUSSOU Agnès Technicienne supérieure en Tourisme



M. N'GUETTIA Judicaël *Enseignant*



M. ALLIALI Hervé
Ingénieur
électricien

COMMISSION (OMMUNICATION

Missions: mise en place et exécution de la stratégie de communication pour assurer la visibilité de l'évènement



M. Venance KONAN Journaliste



Mme CURCIO Jennifer Flora Productrice tv



M. COULIBALY Sounkalo Journaliste



M. ODJE Tiakoré Enseignant

Conseillers à la tâche

COMMISSION LOGISTIQUE ET MOYENS GENERAUX

Avait en charge la mobilisation des moyens techniques et logistiques



M. REGNIER-ONDOMAT Stéphane Juriste d'entreprise



M. DJOUKA Anzeni Ingénieur des travaux publics



M. KOFFI Abouah Guillaume Architecte



M. OUATTARA Bakaramoko Ingénieur agronome

COMMISSION RESTAURATION ET PRESENTS

Missions : l'organisation des déjeuners et du Diner de bienvenue. Egalement en charge des choix des présents pour les invités.



Mme KOUAME Ama Christine épse DADIE Chef d'entreprise



Mme AKOUMAN Sébime Appoline épse LOUKOU Aide Sociale



Mme KOULIBALY Mariam Economiste



Mme Mousso BAMBA épse TOURE Chef d'entreprise

COMMISSION SECURITE

Missions : assurer la sécurité de tous les participants tout le long de la tenue de l'évènement, sur le site du CESEC et en dehors, notamment pour les délégations étrangères.



M. Sory DEMBELE Officier de l'Armée



M. BAUDOUA YAO Maxime Professionnel de marketing et communication



M. OUATTARA Kossomina Daniel Administrateur de société

Les acteurs économiques et sociaux au travail

Le Vice-Président Kablan Duncan ouvre les travaux

PAR JEAN MARCK NYNCEMON

Tenue en prélude au 5è Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements UA-UE, la 4è réunion des acteurs économiques et sociaux d'Europe et d'Afrique devrait permettre aux parties prenantes de formuler des recommandations sur des problématiques d'intérêts communs aux deux continents. Le Vice-Président de la République Monsieur Daniel Kablan DUNCAN, représentant le Président de la République SEM Alassane OUATTARA, a ouvert les travaux qui vont s'étendre sur deux jours.

ette 4^è Réunion des acteurs économiques et sociaux et des Conseils Economiques et Sociaux UE-Afrique, est en réalité, une opportunité pour les institutions à caractère économique et social (dont le CESEC) d'apporter leurs contributions au renforcement du partenariat UE-Afrique.

Bien avant l'intervention du Vice-Président, l'honneur est revenu au Président du CESEC Charles Koffi DIBY, co-organisateur principal de la réunion d'Abidjan avec le Comité Economique, social Européen (CESE) de souhaiter un chaleureux « Akwaba », la bienvenue à ses hôtes. Dans

son adresse, il a dit la fierté pour le CESEC d'accueillir autant de hautes personnalités et d'experts africains et européens pour discuter des questions économiques et sociales brulantes de l'heure. Il a ensuite souhaité que ces assises soient l'occasion de fédérer les intelligences et de mutualiser les efforts au service de l'Europe et de l'Afrique pour l'édification d'un espace de paix, de sécurité et de prospérité partagées. De même, le Président Charles Koffi Diby a salué la présence qualitative des représentants d'ONG et de la société civile, notamment les réseaux de travailleurs et d'employeurs.



4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE Leçon d'une rencontre fructueuse

Les acteurs économiques et sociaux au travail-



Intervenant à son tour, Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire Jean-François Valette, a souligné l'importance des sujets. les expériences et les connaissances des acteurs et conseillers économiques et sociaux pour le développement économique et social de nos sociétés.

Suivront, plusieurs autres intervenants dont Monsieur Alain-Blaise BATONGUE Vice-Président du Conseil Economique et Social de l'Union africaine et le représentant du président du Comité économique et social européen, Monsieur Yves SOMVILLE, se sont tous accordé sur la nécessité d'examiner et améliorer les termes du Join Africa-Europe Strategy (principal contrat-cadre des relations intercontinentales UE-UA, fixé en 2007), une décennie après sa mise en route.

Le Vice-Président de la République, Daniel Kablan DUNCAN, a tenu, pour sa part, à saluer d'emblée, la pertinence et les enjeux des thématiques arrêtées par la 4è réunion des acteurs économiques et sociaux et des C.E.S. UE-Afrique, autant pour les Etats africains et européens que pour leurs économies respectives. Pour lui, le thème central du 5^e Sommet UE-UA "Investir dans la jeunesse pour un développement durable est lié à la nécessité pressante de revisiter le partenariat entre les deux continents quant aux initiatives spécifiques déployées au bénéfice des jeunes. Se faisant plus précis,

le Vice-Président a affirmé que «il faut redonner l'espoir et de la visibilité à la jeunesse qui doit constituer le socle du développement futur de nos deux continents». Il a par ailleurs invité ceux-ci à s'impliquer fortement dans ces travaux qui visent la construction d'une vision commune de développement à long terme. Selon lui «la participation des acteurs économiques et sociaux est une exigence incontournable dans la perspective d'un nouveau partenariat UE-ACP», avant de rappeler les attentes exprimées par le Président de la République SEM Alassane OUATTARA quant aux fruits de ce forum.

Au terme de son adresse, il a félicité le Président Charles Koffi DIBY pour la crédibilité nationale et internationale retrouvée du CESEC, depuis la nomination de celui-ci en 2016 et a déclaré ouvert la 4éme Rencontre des Acteurs Economiques et Sociaux UE-UA.

Cette rencontre, première du genre en Côte d'Ivoire et en Afrique au sud du Sahara, s'est articulée autour de quatre thématiques à savoir : la contribution des acteurs économiques et sociaux dans le futur des relations Afrique-Union Européenne, les possibles innovations de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire, l'éducation et le renforcement des compétences des jeunes et les stratégies pour soutenir le développement de l'économie verte

Les acteurs économiques et sociaux au travail

Clôture de la 4ème réunion des C.E.S UE-AFRIQUE

La Côte d'Ivoire honorée!

PAR JEAN MARCK NYNCEMON

Le 5ième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement UE-UAfrique, cadre de haut niveau d'examen des priorités de la Stratégie commune UE-UAfrique, s'est tenu en Côte d'Ivoire les 29 et 30 novembre 2017. Afin de faire entendre leur voix, le CESE et le CESEC ont anticipé en organisant conjointement à Abidjan les 16 et 17 novembre 2017, la 4è Réunion des Acteurs économiques et sociaux des C.E.S. la Déclaration finale adoptée a été transmise à SE le Président Alassane OUATTARA.

ls étaient près d'une centaine d'experts répartis au sein de quatre groupes de travail. Le but avoué de telles assises placées à deux semaines du 5è Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement européens et africains, était de soumettre aux leaders des propositions concrètes liées aux problématiques soulevées par la redéfinition du partenariat UE-UA; l'adaptation de la formation des jeunes au marché de l'emploi; le développement de l'économie agricole africaine; la réduction des menaces sécuritaires transfrontalières et enfin, l'exploitation du potentiel de l'économie verte.

Au terme de deux jours de travaux, les participants ont confectionné un important Communiqué final qui salue l'opportunité du rendez-vous d'Abidjan et adresse spécifiquement la jeunesse et l'avenir du partenariat EuropeAfrique. A propos du futur des relations intercontinentales, les acteurs ont appelé à l'approfondissement du partenariat stratégique Afrique-UE, dans un esprit de respect mutuel basé sur des intérêts communs. Ils ont souligné la nécessité pour les Etats de se mobiliser pour faire face aux défis globaux tels que le développement durable, le changement climatique, les migrations, la mobilité et l'emploi, la lutte contre le terrorisme, la préservation de la paix, la prévention des conflits et la lutte contre la pauvreté ou les inégalités.

Monsieur AMADOU LAMINE SY, Directeur de la Coopération et du partenariat du Conseil Economique et Social du Sénégal, confiait, à ce titre, qu'il y a eu « pendant longtemps une relation paternaliste entre nos deux continents... Aujourd'hui, les deux camps constatent que ce modèle



Les acteurs économiques et sociaux au travail





partenarial est submergé. Je suis optimiste et je pars très satisfait ».

Par ailleurs, un regard a été porté sur la question de l'autonomisation des jeunes. Les mesures proposées concernent entre autres points, la

garantie d'un enseignement de base universel, une meilleure adéquation entre le système d'enseignement et le marché du travail et enfin, un meilleur accès des jeunes aux financements d'auto-emploi.

Se prononçant sur cet aspect, Madame Brenda KING Mbe. Présidente de la Commission environnement du Comité Economique et Social Européen estime que «le chômage juvénile est une difficile réalité, autant en Afrique qu'en Europe. Toutefois, la question va plus loin. Ici ou ailleurs, on trouve de nombreux jeunes bien diplômés qui exercent de petits métiers voire des emplois indécents donc disqualifiés par les standards internationaux. Cela est principalement dû à l'inadaptation de la formation face à un marché de l'emploi exigeant et mutant...si l'on met nos jeunes au travail, ils seront moins tentés par l'aventure sous les formes néfastes que nous connaissons aujourd'hui».

De son côté, Monsieur ALAIN-BLAISE BATONGUE, Vice-Président du Conseil Economique et Social de l'Union Africaine, estime que l'enjeu se trouve bien ailleurs et espère «voir la société civile africaine prendre sa place à ce sommet des Décideurs africains et européens... elle se doit d'indiquer les solutions qui sont les siennes et qui s'avèrent parfois divergentes de celles des politiciens ».

Au total, c'est une dizaine de délégations étrangères qui ont été marquées par le bon déroulement des travaux de cette édition des rencontres du réseau des CES africains et européens. Les hôtes du CESEC ont unanimement affirmé avoir été charmés par la qualité de leur séjour. Ce faisant, ils ont rendu hommage au Président de la République **OUATTARA** SFM Alassane chaleureusement félicité le Président Charles Koffi DIBY.

Rappelons utilement que SEM le Vice-Président Daniel Kablan DUNCAN, représentant par le Chef de l'Etat a rehaussé de sa présence la Cérémonie inaugurale

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE **Leçon d'une rencontre fructueuse**

Arrêt sur images

PAR **NADÈGE YEO**

Images rappellant les différentes étapes qui ont marqué le déroulement de la rencontre. En partant de l'arrivée des personnalité sur le lieu des travaux aux communiqué et déclaration finaux en passant par les ateliers.



Accueil du Vice-Président de la République, M. Daniel Kablan Duncan par le Président du CESEC, Charles Koffi DIBY.



Accueil de Dr. Boulkassoum HAIDARA P.CES du Mali.



Accueil de M. Yves SOMVILLE.



Accueil de Rev. Dr. Moise NAPON P.CES du Burkina Faso.



Accueil de Mme Aminata TALL P.CES du Sénegal.



Accueil de M. Jean Pierre KIWAKANA P.CES de la République Democratique du Congo.

Arrêt sur images



Accueil de M. Nizar BARAKA P.CESE du Maroc par le P.CESEC Charles Koffi DIBY.



Panel du 17 novembre 2017.



Les Présidents Charles Koffi DIBY, Aminata TALL du Sénegal et Dr. Boulkassoum HAIDARA du Mali.



Conférence des Présidents.



Signature du protocole d'accord entre l'UE et l'UA.



Echange de parapheurs.

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE **Leçon d'une rencontre fructueuse**

-Arrêt sur images



Vue d'ensemble de la Conférence des Présidents.



Conférence des Présidents.



Vue d'ensemble, panel du 16 novembre 2017.

Idées fortes

Ces idées, sous forme de citations, extraites de discours ou interventions diverses, émanent de personnalités issues du monde politique, économique et social, ayant un lien direct ou indirect avec la Rencontre des Acteurs économiques et Sociaux d'Abidjan.

LES ACTEURS POLITIQUES

SEM Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire

Le 31 décembre 2017 « Chers Jeunes.

Vous êtes notre plus grand atout. Nous devons nous appuyer sur vous, sur votre énergie, votre ambition et votre capacité à innover. Vous êtes la Côte d'Ivoire de demain. C'est pourquoi nous intensifierons nos efforts pour faciliter votre intégration dans le monde compétitif de l'emploi. Je vous demande d'avoir foi en votre avenir et en l'avenir de notre pays. Ne vous lancez

pas à l'aventure, au péril de vos vies! Vous êtes mieux au pays et le pays a besoin de vous. Le Gouvernement a mis en œuvre, de 2015 à 2017, trois programmes en faveur du développement des compétences des jeunes, pour l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat ainsi que pour l'appui à l'auto-emploi dont plus de 200 000 jeunes ont pu bénéficier. Par ailleurs, le programme d'apprentissage a permis de former plus de 6 000 jeunes ».



SEM Henri Konan Bédié, Ancien Président de la République de Côte d'Ivoire, Président du Partie Démocratique de Côte d'Ivoire

Cérémonie solennelle de remise du Prix Félix Houphouët - Boigny pour la Recherche de la Paix, au siège de l'UNESCO, à Paris Mardi 27 juin 2017. France.

« Après plusieurs années passées à lutter contre ce phénomène, force est d'admettre, qu'il est urgent d'accorder une attention soutenue aux problèmes de l'emploi des jeunes, qui constitue le véritable enjeu, dans le cadre de la lutte contre la migration illégale. Nous ne devons pas perdre de vue, que ce nouvel agenda, pour être viable, devra s'appuyer sur des sources durables de financement comme les ressources domestiques mais également faire appel à des sources novatrices de financement».



Daniel Kablan DUNCAN, Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire

Le 25 août 2017

« Il convient de rappeler que, grâce aux reformes structurelles et sectorielles mises en œuvre par le Gouvernement et grâce à la relance de l'investissement, notre pays a renoué avec une croissance économique forte. Le taux de croissance du PIB qui a atteint 9,8% en 2012, est estimé à 8,7% en 2013 et prévu à 10% en 2014. L'accélération des réformes entreprises par le Gouvernement vise à conforter les performances économiques en faisant du secteur privé le moteur de la croissance et le pourvoyeur d'emplois massifs et stables, notamment pour la jeunesse, sans oublier bien sûr l'auto-emploi ».



Dominique ouattara, Première Dame,

à la tribune de l'édition 2015 de l'Université d'Eté du Medef : «La jeunesse, un atout formidable pour l'Afrique », le jeudi 27 août 2015

« La jeunesse est formidable car elle est notre avenir, mais elle peut être incontrôlable et désespérée, si elle n'est pas l'objet d'un encadrement et d'une attention particulière. Elle peut devenir cette « bombe à retardement» dont parlent tant les experts, et dont le problème des migrants en est devenu le triste symbole ». « En tant que chef d'entreprise, j'ai très

tôt été confrontée à la problématique de l'emploi des jeunes.

C'est dans ce contexte en effet, que j'ai pu constater les défis auxquels nos jeunes devaient faire face, et aussi me rendre compte de l'énorme travail qu'il y avait à entreprendre, afin de permettre à notre jeunesse d'avoir une chance de réussir, dans une société de plus en plus compétitive ».

Leçon d'une rencontre fructueuse

Idées fortes



Mme Elisabeth Antagana, Présidente de la Concertation Nationale des Organisations Paysannes du Cameroun, lors du panel 1

« Transformer l'image de l'agriculture afin d'intéresser les jeunes à ce secteur d'activité c'est aussi investir dans l'énergie pour créer des industries durables, œuvrer à faciliter l'acquisition de l'équipement agricole et faciliter l'accès et le contrôle de la terre »



LES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Mme Estelle Ivoire ZADI.

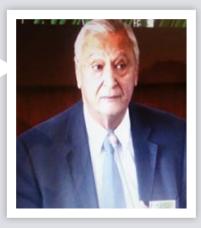
du Conseil National de Jeunes de Côte d'Ivoire lors du panel 2

« On assiste à une fuite des cerveaux vers l'Europe, il faut harmoniser les diplômes à l'effet de favoriser la mobilité des jeunes, c'est cela l'investissement dans la jeunesse qui est un prérequis au développement de l'Afrique. Même si la scolarisation est promue dans l'éducation (école obligatoire dès l'âge de 6 ans) le problème n'est pas réglé car nous sommes toujours à 1 maitre pour 80 élèves, 3 maitres pour 6 classes. Si on y prend garde, ces enfants talibés risquent de devenir des talibans »

M. Pedro Almeida FREIRE,

Conseiller au Comité Economique et Social Européen (CESE) lors du panel 3

« L'Afrique a raté les trois premières révolutions industrielles, accepte-t-elle de manquer la 4ème, celle de la digitalisation (l'électronique) ? Il faut se tourner vers l'aspect digital pour l'atteinte des objectifs de développement durable ou soutenable par l'économie verte ».



Mme Anne Cécile COLY, membre syndicaliste du Réseau d'Acteurs économiques et sociaus

d'Acteurs économiques et sociaux d'Afrique lors du panel 3

« L'économie verte réduisant l'ensemble des risques liés à l'environnement est un outil de promotion du développement durable. Aussi serait-il important de plaider au respect des engagements de la COP 21 et 22 »



« L'investissement sur le long terme en Afrique semble difficile à cause de l'inconnue à savoir l'environnement, plus il est paisible plus les investissements sont octroyés ».



Idées fortes

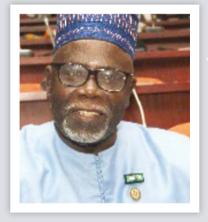


Son Excellence Jean Vincent **ZINSOU**. Ambassadeur de Côte d'Ivoire près le royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union Européenne et auprès du Groupe des États d'Afrique-Caraïbes-Pacifique, modérateur du panel 4

« Apprendre aux jeunes à aimer leur continent à travers la connaissance de leur histoire. Créer des espaces de participation aux échanges nordsud sur différentes thématiques (l'immigration, l'architecture de la paix, l'élimination des violences faites aux femmes). Mettre en place une plate-forme d'échanges en intégrant la société civile pour la mise en œuvre du Plan Européen d'Investissement (PEI). »

Mme Tina HOCEVAR. représentant du 4ème forum de la jeunesse Afrique-UE lors du panel 2

« Mettre en place une école de formation des formateurs pour investir de manière stable et efficace dans l'éducation et assurer l'accès universelle à la qualité. Orienter les jeunes vers les secteurs qui emploient, c'est en cela que les multinationales doivent créer des circuits de formation. Aussi l'inadéquation emploi et rémunération est tellement d'actualité que le secteur privé doit être associé dans toutes le démarches de lutte contre le chômage. »





M. Ndane Biram DIOUF. Conseiller Economique et Social-Sénégal, lors du panel 1

« L'augmentation de la production agricole est une priorité du fait de l'explosion des ménages. Pour ce faire, l'énergie solaire et éolienne est à maitriser, pour arriver à développer un vaste programme de forage et d'irrigation afin de maitriser l'eau pour l'agriculture et l'élevage »

VISITEZ le site web du CESEC : www.lecesec.ci

Impressions d'acteurs 📙

COOPERATION: 4ème RENCONTRES DU RESEAU DES ACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES UE-UA

Satisfaits et optimistes, les acteurs s'expriment

CESEC magazine a invité quelques participants, têtes des délégations étrangères, à se prononcer sur les travaux d'Abidjan. Leurs confidences révèlent unanimement un triple sentiment de satisfaction, de gratitude et d'optimisme. Témoignages...

BRENDA KING MBE

Présidente de la Commission Environnement du Comité Economique et Social Européen Directrice Exécutive de African Caribbean Diversity.

CESEC magazine: C'est une expérience totalement inédite que de voir collaborer si étroitement une faitière continentale tel le CESE et un organisme national, du reste issu d'un autre continent, comme le CESEC ivoirien! De votre point de vue, que retenir de l'expérience d'Abidjan?

BKM: Vous avez bien observé. C'est en effet bien rarement arrivé. Je pense que l'excellente qualité du contact entre le CESE et le CESEC traduit éloquemment la volonté des autorités ivoiriennes d'intégrer l'élan coopératif mondial. Après, il faut bien reconnaitre le dynamisme du Président du Conseil Economique Social Environnemental et Culturel qui ne manque aucune opportunité pour repositionner votre institution. Cela est admirable. D'ailleurs, je veux croire que la complicité observée entre le CESE et CESEC durant ces événements résulte des rapports excellents de fraternité et d'admiration mutuelle entre les présidents Georges DASSIS et Charles Koffi DIBY. Personnellement, je peux vous dire que le CESEC ivoirien vient de révéler à tous un modèle engagé de compétence et de rayonnement! C'est une véritable valeur ajoutée qui doit inspirer l'ensemble du réseau des Assemblées consultatives.

Cela dit, je garde une impression positive et encourageante sur les travaux d'Abidjan qui mettent en place un plan d'actions axé sur le développement des échanges multilatéraux ; la réduction de la pauvreté et la protection de la planète.



CESEC magazine: Ces assises ont abordé entre autres thématiques le partenariat UA-UE. Quel est le regard de l'Europe sur ce modèle nouveau visiblement appelé par toutes les parties?

BKM: C'est une très bonne question, entendu qu'à propos, les échanges ont nettement évolué cette année. Vous savez dans tous les partenariats, celui qui est le plus nanti n'est pas toujours le plus heureux dans la collaboration, en ce sens qu'il (le plus nanti) devra supporter sinon combler, voire palier les faiblesses de l'autre à partir d'un certain moment. Dans ce genre de situation il faut nécessairement réinjecter le profit dans le système, non pas pour se développer et aller de l'avant mais plutôt pour se stabiliser. C'est un modèle dépassé qui nécessitait d'être

revisité. Aujourd'hui, il faut privilégier une approche de complémentarité et de solidarité franches où chaque partie apprend humblement de l'autre.

C'est pourquoi, à ce sujet, la prescription du CESE est que l'Afrique et l'Europe doivent faire en sorte que l'exportation et la consommation des fruits du savoir soient réciproques pour un développement équitablement partagé.

CESEC magazine: Les leaders africains et européens se rencontrent ici à Abidjan sous peu. Quelles sont les attentes profondes du réseau des acteurs sociaux économiques relativement à ce 5è Sommet UA-UE?

BKM: Je crois que le thème axial a trait à la jeunesse. C'est excellent! Je me félicite de cette thématique simplement parce que le chômage juvénile est une difficile réalité, autant en Afrique qu'en Europe. Puisse ce rendez-vous des Chefs d'Etat et de Gouvernement sortir des solutions réalistes avec impacts et effets sociaux et économiques immédiats pour nos populations. Si on met nous jeunes au travail, ils seront moins tenté par l'aventure sous les formes que nous connaissons aujourd'hui.

Toutefois, la question va plus loin que le simple chômage. En effet, il faut malheureusement compter avec le sous-emploi des jeunes, c'est-à-dire l'insertion professionnelle inefficiente des jeunes qualifiés. Ici ou ailleurs, on trouve de nombreux jeunes diplômés qui exercent de petits métiers voire

Lecon d'une rencontre fructueuse

Impressions d'acteurs

des emplois indécents, disqualifiés par les standards internationaux.

Evidemment. cette problématique soulève la guestion de l'inadaptation de la formation des jeunes face à un marché de l'emploi exigeant et mutant. Nous espérons que des aspects tels que celui-là seront débattus par nos dirigeants.

CESEC magazine : De façon générale, le débat écologique est encore embryonnaire dans les politiques nationales de développement en Afrique. Quelle a été la place de cette question dans vos échanges?

BKM: J'ai pris une part active à la 23è COP à Bonn, en Allemagne avant de conduire ici à Abidjan la délégation du Comité Economique et Social Européen. Vous faites bien de questionner cet aspect qui m'est absolument cher. Si cher que j'ai dû amender le premier draft du communiqué final qui était alors dépourvu de toute recommandation sur l'écologie. Toutefois, je me suis honorée du fait qu'un atelier entier ait été dégagé pour réfléchir sur le développement des économies vertes dans nos états.

Laissez-moi vous dire qu'au cours de nos échanges, nous avons diagnostiqué des facteurs climatiques et écologiques en interrogeant les causes de la forte immigration rurale et extra continentale des jeunes africains. Par exemple, l'assèchement sévère des terres emmène de nombreux jeunes à quitter les zones agricoles rurales pour les villes, à partir desquelles d'autres encore se risquent sur des voies informelles devenues mortelles vers l'Europe. A partir d'un tel examen, il est conséquemment aisé de faire un lien entre environnement et d'autres aspects stratégiques comme la sécurité, l'emploi, le développement économique et social, etc. Au total, je crois que nous avons bien travaillé et il importe que chacun des acteurs du réseau s'approprie les résolutions de nos concertations et faire en sorte que à son niveau, les choses bougent. Je remercie très sincèrement le Président Charles Koffi DIBY et toutes ses équipes qui nous reçoivent vraiment bien

AMADOU LAMINE SY

Directeur de la Coopération et du partenariat du Conseil Economique et Social du Sénégal / Ex-Secrétaire Général de l'Union des Conseils Economiques et Institutions Similaires d'Afrique.

CESEC magazine: Vous avez pris part à la 4è Réunion des acteurs économiques et sociaux et de Conseil économiques et sociaux UA-UE en prélude au Vè Sommet UE-UA. comment ont été les travaux?

AMADOU LAMINE SY: Nous venons effectivement de passer deux jours ici à Abidjan pour discuter des relations entre l'Afrique et l'Europe et je pense que nous avons vécu des moments extrêmement importants d'échanges et de dialogue sincère et équilibré entre partenaires. Aussi, avons-nous beaucoup discuté sur des questions d'intérêt commun entre les deux continents.

CESEC magazine: Justement à propos d'intérêt commun, notamment la question du partenariat revisité, êtes-vous optimiste quant à la prise en compte effective de vos recommandations par les Chefs d'Etat et de Gouvernement ?

ALS: Bien sûr que je suis optimiste, d'ailleurs je crois que tous les participants à ces récentes rencontres le sont autant et je vais vous dire pourquoi. En premier lieu, les sujets discutés correspondent avec les enjeux et objectifs du 5è Sommet UE-UA. Je pense par exemple au développement de l'économie agricole, à l'optimisation des échanges économiques, à la sécurisation de la mobilité transcontinentale des ieunes, etc. Donc nos recommandations représentent un avantage important à maximiser. Deuxièmement, il faut réaliser que pendant très longtemps il y a eu entre nos deux continents, approche relationnelle paternaliste qui a lourdement pesé



sur chacune des parties. Aujourd'hui, les deux camps constatent que ce modèle partenarial est submergé. Et sur la base d'un tel constat, les lignes bougent quant à la nécessité d'équilibrer les rapports entre l'Afrique et l'Europe.

CESEC magazine: Votre mot de fin?

ALS : Je pars très satisfait de l'organisation et du déroulement de cette édition de ces rencontres. Aussi, voudrais-je exprimer mes sincères félicitations et mes vifs remerciements au Conseil économique Social Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire, ainsi qu'à son président. Permettez-moi de terminer sur l'espoir que bientôt, d'autres Assemblées consultatives africaines emboîtent le pas u CESEC ivoirien en matière de dynamisme et de rayonnement; cela apportera beaucoup à notre continent ■

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE Lecon d'une rencontre fructueuse

Impressions d'acteurs

ALAIN-BLAISE BATONGUE

Expert en Communication Média / Vice-Président du Conseil Economique et Social de l'Union Africaine.

CESEC magazine: Monsieur le Vice-Président, que retenir de cette 4è édition des rencontres des CES, organisée à deux semaines du 5è Sommet UE-UA des Chefs d'Etat et de Gouvernement?

ALAIN-BLAISE BATONGUE: D'abord c'est une bonne idée de tenir cette réunion deux semaines avant le Sommet UE-UA qui va certainement mesurer le chemin parcouru par les deux continents. Ensuite, je note la très bonne articulation des travaux notamment le choix des sujets et des panelistes, ainsi que la qualité des participants. Tout cela a permis de déboucher sur la Déclaration finale aui renferme un certain nombre de propositions concrètes à l'endroit de nos leaders politiques.

De ces travaux d'Abidjan, je retiens l'image d'une forte implication et d'un solide engagement de la part des acteurs.

Derrière tout cela nous avons de gros espoirs de voir la société civile africaine prendre toute la place qui est la sienne lors de ce sommet des Décideurs africains et européens.



Car vovez-vous. la société civile du continent doit impérativement être à la fois présente et visible à cette rencontre, pour indiquer les solutions qui sont les siennes et qui s'avèrent parfois divergentes de celles des politiciens.

Ensuite, il faut relever qu'en marge de ces travaux, nous avons été marqués par la qualité de l'accueil très chaleureux et de l'hospitalité à nous réservés. De notre point de vue, ce fut un séjour mémorable et nous tenons à

saluer tout particulièrement Monsieur le Président du CESEC Charles Koffi DIBY et au-delà, Son Excellence Monsieur le Vice-Président de Côte d'Ivoire qui a bien voulu se déplacer à nos assises, nous manifestant ainsi sa solidarité et son amitié.

CESEC magazine: A la lumière des éditions précédentes notamment la 3^è, pouvons-nous observer cette année des innovations particulières tant au niveau des thématiques débattues que des acquis issus des négociations?

ABB : Je crois que la qualité des participants s'est élargie et diversifiée cette année-ci. De même, je m'honore des rapports de qualité entre les conseils économiques et sociaux des pays pris individuellement et, le Conseil Economique Social et Culturel de l'Union Africaine qui est l'instance faitière. En ce sens que les passerelles qui se sont créées entre ces institutions sont positives pour la qualité de la représentation de la société civile dans le grand chantier des négociations internationales



Union des Conseils Economiques et Sociaux et Instituions Similaires Africaines (UCESA)

Date de création : 25 novembre 1994

Lieu de création : Abidjan (Côte d'Ivoire)

Membres: 20 membres

ORGANES

- Assemblée Générale
- Bureau (Président, 4 Vice-présidents, Secrétaire Général)

OBJET

promouvoir les échanges, le partenariat et la solidarité entre les Institutions africaines.

Zoom sur. . . -

Par JEAN MARCK NYNCEMON

Les Présidents : QUI SONT-ILS ?

La 4° Réunion des acteurs économiques et sociaux et de CES Afrique/Ue a réussi le défi de rassembler autour des discussions, plusieurs catégories d'acteurs dont des Assemblées consultatives nationales. Dans ce Spécial, CESEC magazine revient sur cette impressionnante mobilisation des acteurs institutionnels à travers un focus sur les pairs-présidents et/ou invités spéciaux, dont la présence a incontestablement relevé la solennité desdites assises. Regard...



Monsieur Georges DASSIS d'origine Grecque, est devenu syndicaliste dès l'âge de 15 ans. Ce qui lui vaut d'être considéré comme un des pionniers de la société civile moderne dans son pays. Georges DASSIS a milité plusieurs années à la Fédération Générale du Travail de Belgique de 1970 à 1980. Nommé représentant de la Confédération Générale du Travail de Grèce à la Confédération Européenne

des Syndicats (CES), il devient membre du Comité Exécutif de la CES. Membre fondateur de bInstitut du Travail de la GSEE créé en 1990, Monsieur DASSIS sera représentant au Bureau International du Travail (BIT). Il a été élu président du Comité économique et social européen (CESE) pour la période 2015-2018. Empêché, le président du CESE a été représenté aux assises d'Abidjan par Monsieur Yves SOMVILLE



en 1964 à Rabat, **Monsieur Nizar BARAKA** est un homme politique et économiste marocain. Il a été ministre délégué chargé des Affaires économiques et générales entre 2007 et 2011 et ministre de l'Économie et des Finances. Actuel président du Conseil économique social et environnemental du Maroc, Monsieur BARAKA a également piloté le dialogue stratégique Maroc-USA sur le volet économique et dirigé le Comité Scientifique de la COP22

Agé de 62 ans, Monsieur Augustin Tabé Sabi Gbian est le président du Conseil économique et social du Benin, appelé à présider l'illustre institution pour cinq années. Inspecteur des douanes à la retraite, marié et père de 6 enfants, il est entre outre une importante personnalité politique de son pays, où il a fondé l'Ong "Bonté divine" qui intervient dans les domaines de l'éducation et des soins primaires •





Monsieur Charles Koffi DIBY est Président du Conseil Economique, Social. Environnemental et Culturel depuis le 16 Juin 2016. Economiste de renom, cet ancien Elève diplômé supérieur de l'Ecole du cycle Nationale d'Administration (ENA) d'Abidjan et de l'Institut International d'Administration Publique (IIAP) de Paris est aussi un brillant technocrate qui a fait ses preuves en Côte d'Ivoire. successivement à la tête du Trésor et de la Comptabilité Publics, du Ministère de l'Economie et des Finances entre 2006 et 2013, et du Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères. A son acquis, un nombre important de réformes, tant au plan financier, économique que diplomatique. A l'échelle internationale, en sa qualité de Ministre de l'Economie et des Finances, Charles Koffi DIBY avait présidé, le Conseil des Ministres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et celui des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Il été, avec le Président du CESE Georges DASSIS, Co organisateur des de la 4ième Rencontre des Acteurs économiques et sociaux d'Europe et d'Afrique d'Abidjan ■

4ème RÉUNION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'EUROPE ET D'AFRIQUE Leçon d'une rencontre fructueuse

Zoom sur. . .



Dr Boulkassoum HAÏDARA, précédemment issu de l'Ordre des pharmaciens et actuel président de la majorité présidentielle sénégalaise, préside désormais le Conseil économique, social et culturel (CESC) du Sénégal. Il a été élu lors d'une session extraordinaire de la 5è mandature de l'institution. De même, Dr Boulkassoum HAÏDARA s'est vu récemment confié par ses pairs présidents des Assemblées consultatives nationales, les rennes de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux (UCESA), la faitière continentale. L'UCESA compte 20 pays membres et renouvèlera ses instances en 2019 ■

Madame Aminata TALL, née en 1949 à Diourbel, est une personnalité politique sénégalaise, membre du Parti démocratique sénégalais. Elle est titulaire d'un doctorat obtenu au Canada et a enseigné à l'École normale supérieure de Dakar. Ancienne ministre d'État, députée et maire, Madame TALL a également assuré la fonction secrétaire générale de la présidence de son pays à partir de 2009. Actuellement présidente du Conseil économique social et environnemental sénégalais depuis 17 janvier 2013, elle avait dernièrement dirigé l'UCESA ■





Elu Commissaire aux Affaires Economiques de la Commission de l'Union Africaine, Monsieur HARISON Victor, de nationalité malgache, a prêté serment le 4 juillet 2017 dernier. Avant cette brillante nomination, il occupait les hautes fonctions de Directeur Général de l'Institut national des Sciences Comptables et de l'Administration d'Entreprises (INSCAE), école prestigieuse fondée en 1981 suite à un accord entre la République de Madagascar et la Banque mondiale. Commissaire aux Affaires Economiques de la Commission de l'Union Africaine a pris une part active aux travaux d'Abidjan, aux côtés des acteurs économiques et sociaux et des conseils économiques et sociaux d'Afrique et d'Europe ■

Monsieur Alain Blaise BATONGUE ancien directeur de publication du journal Mutations, a été élu Vice-Président du Conseil Économique et Sociale de bUnion Africaine courant mars 2017, pour un mandat biennuel. A ce titre, il est d'abord investi d'une compétence sous régionale pour gérer toutes les diligences déléguées par la présidence de l'Ecosocc, avec en priorité la mise sur pied des antennes nationales de l'organisme. Il assure également une fonction de diplomatie et de représentation. Antérieurement Secrétaire exécutif du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam), Monsieur BATONGUE a été membre de la task force de l'organisation en juin 2017 dernier à Tunis, d'un Forum du Joint Africa and Europa Strategy for Civil Society Organisations, dont les conclusions et recommandations ont partiellement orienté le récent sommet des Chefs d'Etat Europe-Afrique



Eclairage

PAR FÉLICIEN YEDE N'GUESSAN

Le CESEC et le CESE à l'épreuve des grands rendez-vous

LES DESSOUS D'UNE CO ORGANISATION RÉUSSIE

Au regard des impressions générales très positives, nourries des commentaires les plus élogieux sur l'organisation de la 4^{ème} Rencontre des Acteurs économiques et sociaux d'Europe et d'Afrique, tenue à Abidjan les 16 et 17 Novembre 2017, l'on a vite fait d'associer ce succès à l'œuvre d'une agence spécialisée plutôt mieux outillée pour ce type d'évènement. Et pourtant! De l'accueil des participants à leur arrivée dans la capitale éburnéenne, jusqu'à la sortie détente, en passant par l'atelier et le diner gala, ce sont les ressources humaines et techniques propres au CESEC qui ont été fortement mobilisées, avec la précieuse contribution du Comité économique européen pour obtenir ces résultats. Après que les lampions se sont éteints sur cet évènement inédit, un petit détour de CESEC magazine au cœur du dispositif organisationnel, permet de lever un coin de voile sur les procédures qui ont alimenté la préparation de la rencontre.

L'anticipation, l'inclusion et le consensus en guise de principes de base des CESEC pour l'efficacité

Pour réaliser cette prouesse saluée, à juste titre par l'ensemble des observateurs, aucune place n'avait été laissée à l'improvisation. Tout avait été mis en œuvre par les Conseillers sur la base d'une vision commune, sous tendue par des principes d'action et des moyens subséquents. En effet, Très tôt, dès sa prise de fonction à la tête du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel, le Président Charles Koffi DIBY partage publiquement, à l'occasion de la première réunion d'information avec ses pairs, sa méthode de gouvernance de cette 11 ième mandature. Une méthode construite autour de trois principes directeurs : l'anticipation, l'inclusion et le consensus.

Ces principes aussitôt énoncés, Conseillers économiques et Agents de l'administration vont se les approprier pour en faire des règles d'action appliquées à l'ensemble de leurs activités. C'est dans cette logique que la rencontre d'Abidjan, en véritable indicateur de performance, a permis au CESEC de jauger le niveau d'efficacité de sa gouvernance.

- Ainsi, au niveau de l'anticipation : quatre (4) mois avant l'évènement, les Conseillers Economiques répartis dans différentes commissions spécialisées, aidés des Agents de l'administration, se sont mis à la tâche, avec l'absolu devoir de rendre un compte détaillé chaque semaine à un comité d'organisation. Ce comité, placé sous l'autorité d'une Coordination générale, avait pour rôle de passer au peigne fin, à toutes les étapes et dans chaque domaine, les activités relatives à l'organisation de l'évènement. Résultat, un (1) mois avant la rencontre, le CESEC était fin prêt. Le temps était ainsi largement gagné pour lui permettre de parfaire les préparatifs.
- Concernant le volet inclusif, toutes les dispositions avaient été prises par les membres de l'Assemblée pour que chacun d'entre eux ait la possibilité de se frotter aux

réalités des préparatifs, soit directement par la pratique du terrain ou indirectement à travers les informations qui leur étaient régulièrement transmises sur l'évolution de ces préparatifs. Au final, ce sont des Conseillers économiques, sociaux, environnementaux et culturels profondément imprégnés des contours de l'évènement et particulièrement bien outillés qui, le jour J, sont allés à la rencontre des autres participants.

- Quant au consensus, principe cher au Président du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel, il a été l'élément déterminant qui a permis de fédérer toutes les énergies, afin de relever le défi de l'organisation de la 4^{ième} rencontre des Acteurs économiques et sociaux.

De notes techniques pour mieux guider les participants

Au-delà de l'organisation matérielle de l'évènement, il a fallu aussi jeter un regard sur le niveau de contribution des participants. Sur cette question, on a pu relever une innovation de taille, passée souvent inaperçue mais qui s'est révélé être décisif quant à la maitrise par les participants de l'évènement dans son déroulement. C'est l'usage fait de documents d'informations dits Documents techniques. Ces documents, inspirés, pour la circonstance, des notes techniques produites par le Comité économique et social européen, ont été conçus et présentés sous forme de carnets par les services du CESEC. Pratique courante au sein de l'Assemblée consultative ivoirienne, ces documents sont adressés systématiquement aux Conseillers Economiques à l'occasion de chaque grande rencontre nationale ou internationale. Par la grande qualité de leurs contenus et les informations fiables qu'ils fournissent à leurs utilisateurs, ils ont toujours permis à ceux-ci de mieux appréhender les contours de chaque évènement.

Une liste de Documents techniques à l'usage des Conseillers Economiques Sociaux, Environnementaux et Culturels (page 41) ■

Eclairage

PAR FÉLICIEN YEDE N'GUESSAN

BRUXELLES ET ABIDJAN EN PARFAITE SYMBIOSE

ni le CESEC peut se réjouir d'avoir réussi à abriter avec succès un évènement de l'envergure de la 4ième Rencontre des Acteurs économiques et Sociaux d'Europe et d'Afrique, la grande satisfaction tirée de l'organisation générale est à mettre également au crédit du CESE (Comité économique et social européen) pour son appui technique, logistique et scientifique incommensurable. Par-dessus tout, il faut souligner, à la lumière du haut niveau de mobilisation des ressources dédiées, la convergence d'idées et la synergie d'actions, voire la « complicité » entre les Dirigeants des deux institutions, les Présidents Georges DASSIS et Charles Koffi DIBY. Leur engagement sans faille, sans doute dicté par la caution du Président de la République S.E.M. Alassane OUATTARA, a été l'élément catalyseur de la mise en œuvre de toutes les options prises par le comité conjoint d'organisation. Pour rappel, c'est à l'occasion de sa mémorable visite en Côte d'Ivoire en Septembre 2017 que le Président

DASSIS, convaincu des capacités organisationnelles du CESEC, avait au cours d'une audience avec le Chef de l'Etat ivoirien, sollicité et obtenu l'accord de ce dernier pour l'organisation de la 4^{ième} rencontre à Abidjan. La suite est connue.

S'agissant des actions concrètes du terrain, on a pu relever qu'entre Bruxelles et Abidian, des moyens humains conséquents, ajoutés à des outils techniques de communication moderne, avaient été déployés pour faciliter l'exécution synchronisée de certaines diligences. Ainsi étaient organisées notamment des réunions hebdomadaires par Visio conférence, via l'Ambassade de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire, de même que des séances de travail bi mensuelles entre les deux parties. Toutes ces rencontres, tenues soit au CESEC ou dans les locaux de l'Ambassade, étaient placées sous l'égide de l'Ambassadeur S.E.M. Jean-François VALETTE qui, dans le cadre de la rencontre d'Abidjan, a été un grand





Mme Beatrice PORÊZ représentant le Comité économique et social européen (CESE)



EDJAMPAN Tiemélé, coordonnateur général du Comité d'organisation du CESEC



N'GUESSAN Kouadio Claude, Secrétaire Général du CESEC

facilitateur pour l'Etat de Côte d'Ivoire. Autres artisans de ce succès, aux rôles tout aussi prépondérants, ce sont le Ministre EDJAMPAN Tiemélé, coordonnateur général du Comité d'organisation du CESEC et Mme Beatrice PORÊZ représentant le Comité économique et social européen (CESE). Ces deux personnalités n'ont lésiné sur aucun moyen pour accomplir de la plus belle des manières leurs missions respectives. Mais il était aussi et surtout important, pour réussir le pari d'une organisation réussi de A à Z, d'assurer, tout au long des préparatifs, la liaison entre les deux comités d'organisation et entre les deux capitales, Bruxelles et Abidjan. Délicate mission à laquelle l'autre maillon essentiel de la chaine, le Secrétaire Général du CESEC, Monsieur N'GUESSAN Kouadio Claude a su mener avec brio.

Pour l'ensemble, à partir des orientations données par les premiers responsables du CESE et du CESEC, jusqu'à l'exécution des tâches les plus subalternes, en passant par la coordination entre les deux institutions, cette expérience de Co organisation de la 4^{ième} la rencontre des Acteurs économiques et sociaux d'Europe et d'Afrique reste une opération exaltante et très enrichissante qui a été vécu comme un modèle à rééditer



CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ENV CESEC



Angle Boulevard Carde, Avenue Terrasson de Fougères Abidjan - Plateau • 04 BP 301 ABidjan 04

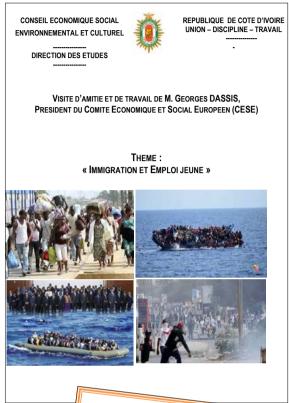
Tél.: +225 20 25 02 00 - Fax: +225 20 22 12 88 • Site: hhttp://www.lecesec.ci

-Eclairage

La liste des documents techniques du CESEC à l'usage des Conseillers.

DATE	PAYS/VILLE	CEREMONIE	THEMATIQUE	STRUCTURE(S) ORGANISATRICE(S)
30-31 janvier 2017	CÔTE D'IVOIRE/ ABIDJAN	Visite de travail et d'amitié du Président du CESE, Georges DASSIS	«Immigration et emploi des jeunes»	CESEC/CESE
01-03 mars 2017	LUXEMBOURG	Conseil d'Administration/ atelier	Echanges de bonnes pratiques des CES-IS	AICESIS/CES Luxembourg
11-13 avril 2017	SENEGAL/DAKAR	Visite d'amitié et de travail	2e Edition des journées portes ouvertes du CESE du Sénégal. Le Président du CESEC invité d'honneur	CESE Sénégal
10-mai-17	MAROC / RABAT	Séminaire	« DIALOGUE SOCIAL: expériences comparées et enseignements pour l'avenin»	CESE MAROC AICESIF CES EUROPEEN
22-27 mai 2017	CHINE / BEIJING - XI'AN	Visite de travail et d'amitié du Président du CESEC en chine	Echanges de bonnes pratiques CES, renforcement de coopération entre le CESEC et le CESC	CESC CHINE
28-30 juin 2017	BENIN/COTONOU	Atelier de formation	«Le renforcement des capacités des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions similaires pour le dialogue social en faveur d'un Socle de Protection Sociale pour tous, efficace et durable»	AICESIS/OIT/CES BENIN
03-juil-17	MAROC / RABAT	Séminaire	«Les CES-IS et la généralisation du socle de protection sociale universelle: état des lieux dans les pays de l'UCESIF»	CESE MAROC UCESIF OIF
12-juil-17	CÔTE D'IVOIRE/ ABIDJAN	Audience	Présentation du Réseau ivoirien des parlementaires pour la Population et le Développement	CESEC RIPP
13-j∪il-1 <i>7</i>	CÔTE D'IVOIRE/ ABIDJAN	les Grandes Rencontres	«L'Agenda du travail décent et la problématique de l'emploi jeunes»	CESEC
01-août-17	CÔTE D'IVOIRE/ ABIDJAN	Convention De Partenariat CESEC/CIRES	Présentation du CIRES/ DEDICACE	CESEC/CIRES
02-05 août 2017	CÔTE D'IVOIRE/ ABIDJAN	Visite de travail et d'amitié du Président du CES Benin	«Le modèle de fonctionnement du CES du Bénin»	CESEC
06-08 septembre 2017	REPUBLIQUE DOMINICAINE/ SAINT DOMINGUE	15e Rencontre/ Assemblée Générale AICESIS	Bilan Conseil d'Administration Elections au Conseil d'Administration	AICESIS CES République Dominicaine
10-11 Octobre 2017	MALI/ BAMAKO	Assemblée Générale UCESA	Assemblée générale de l'UCESA	AICESIS/CESC MALI
21-23 novembre 2017	CÔTE D'IVOIRE/ ABIDJAN	Visite d'amitié et de travail du Président du CES Portugal	«Le modèle de fonctionnement du CES du Portugal	CESEC
23-24 novembre 2017	GRECE/ATHENES	Conférence Internationale	Dialogue social et Avenir du travail	AICESIS/OIT/CES GRECE
08-déc-17	ROUMANIE/ BUCAREST	Assemblée Générale UCESIF	Assemblée générale de l'UCESIF	UCESIF/ CES ROUMANIE

Quelques pages de garde des documents techniques









Les acteurs leaders

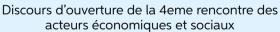
CE QU'ILS ONT DIT

Les discours prononcés à la cérémonie d'ouverture.

Son Excellence M. JeanFrançois VALETTE

Ambassadeur de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire





16 et 17 novembre 2017

M. le Vice-Président de la République

M. le Président du Conseil économique, social, environnemental et culturel ivoirien CESEC

M. le Vice-Président Conseil économique, social et Culturel de de l'Union Africaine (ECOSOC),

M. le Union des Conseil Economique et sociaux de l'Afrique (UCESA)

M. le représentant du Comité économique et social européen (CESE),

Mesdames et messieurs les président des comité



économique et social africain

Mesdames et messieurs, les conseillers des comités économiques et sociaux

M. les Ambassadeurs (si présents),

M. les représentants de la presse,

M. les membres de la société civile et de la jeunesse, distingués invités

Je suis heureux d'être parmi vous ce matin, pour l'ouverture officielle de la 4ème réunion des acteurs économiques et sociaux, qui se tient en marge du 5ème sommet des chefs d'Etats de l'Union africaine et de l'Union européenne, les 29 au 30 novembre prochains.

Le Sommet Union africaine-Union européenne,

auquel plus de 80 chefs d'Etat et de gouvernement participent, a pour thème principal «Investir dans la jeunesse pour un développement durable», et couvrira des sujets d'intérêt commun tels que la consolidation de la paix et la sécurité, la gouvernance, la migration, la création d'emplois et la formation professionnelle, ou encore l'énergie en Afrique.

C'est sur base de ce thème central que la décision s'est imposée d'organiser des rencontres spécifiques sur des sujets directement en lien avec l'investissement, la jeunesse et le développement. L'objectif de ces évènements, organisés avant le Sommet des chefs d'Etat, est d'en faire des forces de proposition, de contribuer à la déclaration finale des chefs d'Etats et aux engagements qui seront pris en faveur de la prospérité de nos deux continents. Trois acteurs ont ainsi été identifiés.

L'un de ces événements concerne la jeunesse et a déjà eu lieu: le Sommet de la jeunesse, qui s'est tenu à Abidjan du 9 au 11 octobre et a réuni 120 jeunes des deux continents. Un groupe de 36 jeunes a été sélectionné pour participer à une initiative commune de l'Union africaine et de l'Union européenne, la Youth Plug-In Initiative. Ce groupe présentera une déclaration finale et formulera des recommandations aux chefs d'Etat et de gouvernement.

Le second concerne le secteur privé avec l'organisation d'un forum des affaires le 27 novembre à l'issue duquel les chefs d'entreprises proposeront des recommandations visant à améliorer les investissements et le climat des affaires, essentiels au développement économique de l'Afrique.

Le troisième acteur dont la contribution est d'oreset-déjà très attendue: la société civile structurée, vous, chers acteurs économiques et sociaux.

Permettez-moi de rappeler le rôle des comités regroupant les acteurs économiques et sociaux: il s'agit d'organes de consultation, de dialogue et de consensus, regroupant, la «société civile organisée», à savoir les employeurs, les organisations syndicales et des groupes tels que des associations professionnelles, des organisations de jeunesse, et

des mouvements de consommateurs, entre autres. Ces organes de consultations émettent des avis, qui sont transmis à leur hautes autorités décisionnaires et contribuent ainsi au processus d'élaboration léaislatif.

Au vu des thématiques du 5ème Sommet Union africaine - Union européenne, en particulier la jeunesse et la création d'emplois décents, l'on comprend aisément pourquoi les acteurs économiques et sociaux sont réunis aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs.

Cette réunion des acteurs économiques et sociaux répond à la volonté de l'Union africaine et de l'Union européenne d'intégrer les recommandations de ces intervenants stratégiques afin de nourrir les débats des chefs d'Etats. Je suis convaincu que les échanges des deux prochains jours seront déterminants et je remercie le Conseil économique, social, environnemental et culturel ivoirien de nous rassembler en son sein. Cela confirme les bonnes relations entre le Comité économique et social européen et le Conseil économique, social, environnemental et culturel ivoirien, nous nous en réjouissons tous.

Chers panélistes,

Vous êtes appelés à présenter et débattre aujourd'hui sur des thèmes clefs: l'éducation, la formation professionnelle, l'innovation, l'économie verte.

La nature des sujets retenus, vos expériences, vos connaissances témoignent de l'importance qui doit être accordée à vos structures, caisses de résonance de la société civile au service du développement économique et social de nos sociétés.

Je compte sur vous, je sais déjà la qualité des recommandations qui seront émises conjointement par les participants des comité africain et européens.

Je vous remercie!

M. Alain Blaise BATONGUE

Vice Président Conseil Economique, Social et Culturel (ECOSOCC) Union Africaine





Excellence Monsieur le Vice Président de la République de Côte d'Ivoire,

Monsieur le Président du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire, Monsieur le Président du Comité économique et social européen,

Honorables Invités, en vos rangs, grades et qualités Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour le Conseil Economique, Social et Culturel (ECOSOCC), organe consultatif de l'Union africaine, d'avoir été associé et de prendre la parole aux présentes assises organisées par le Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC) de la République de Côte d'Ivoire. Le Président de l'ECOSOCC/ Union Africaine, Richard SSEWAKIRYANGA, que je représente à cette tribune, m'a spécialement chargé d'étendre son honneur et ses remerciements, aux plus hautes autorités de la République de Côte d'Ivoire, pour la chaleur et la qualité de l'accueil qui nous ont été réservés.

Structure faitière des Conseils économiques et sociaux d'Afrique, l'ECOSOCC de l'Union africaine, épouse dans leur ensemble les préoccupations qui sous-tendent les présents travaux, au regard de ses missions qui sont notamment :

- De promouvoir le dialogue entre toutes les couches de la population africaine sur des questions concernant le continent et son avenir ;
- D'établir des partenariats solides entre les gouvernements et toutes les composantes de la société civile, en particulier les femmes, les jeunes, les enfants, la diaspora, les syndicats, le secteur privé et les groupes professionnels ;
- De promouvoir la participation de la société civile africaine à la mise en œuvre des politiques et programmes de l'Union ;

- De soutenir les politiques et programmes qui favorisent la paix, la sécurité et la stabilité et renforcent le développement et l'intégration du continent:
- De promouvoir et défendre une culture de la bonne gouvernance, les principes et les institutions démocratiques, la participation populaire, les droits de l'homme et la justice sociale ;
- De promouvoir, prôner et défendre une culture de l'égalité entre les hommes et les femmes ;
- Et enfin, de promouvoir et renforcer les capacités institutionnelles, humaines et opérationnelles de la société civile africaine.

Mesdames et Messieurs,

En tant qu'organe consultatif de l'Union africaine, l'ECOSOCC, entre autres,

- Contribue, à travers des avis, à traduire en programmes concrets les objectifs, principes et politiques de l'Union et à l'évaluation de ces programmes ;
- Entreprend les études recommandées ou jugées nécessaires par tout autre organe de l'Union et soumet les recommandations appropriées ;
- Entreprend toute autre étude qu'il juge nécessaire et soumet les recommandations appropriées ;
- Contribue à la promotion de la popularisation, de la participation populaire, à l'échange de meilleures pratiques et de l'expertise, et à la réalisation de la vision et des objectifs de l'Union ;
- Contribue à la promotion des droits de l'homme, de l'état de droit, de la bonne gouvernance, des principes démocratiques, de l'égalité entre l'homme et la femme, et les droits de l'enfant ;
- Encourage et soutient les efforts des institutions engagées dans la réflexion sur l'avenir de l'Afrique et forge des valeurs panafricaines pour la promotion d'un modèle social et d'un mode de vie authentiquement africains;

L'Union européenne est donc un partenaire stratégique pour notre continent de par la profondeur des liens historiques, et la densité des liens économiques qui lient plusieurs pays africains et européens, mais aussi de par la présence d'une importante diaspora africaine en Europe.

Il est donc nécessaire pour nos deux parties de fixer des priorités, notamment ;

- En s'engageant vers des domaines de convergence où le gap est le plus fort à l'instar, pour l'Afrique, de la démocratisation ou des droits de l'homme.
- En privilégiant l'investissement dans les domaines comme la concurrence, la transparence dans les marchés publics, et les secteurs où l'Afrique a intérêt à accélérer la convergence réglementaire (industrie, secteur financier, transport, logistique, ...)
- En évaluant les impacts économiques, sociaux et environnementaux de cette nécessaire convergence pour prioriser son action et mettre en œuvre, avec nos partenaires de l'Union, un plan de convergence réaliste, acceptable et structurant et ce d'autant plus que les deux parties ont des vécus différents.
- En accordant davantage d'importance à l'implication et à la participation de la société civile organisée conjointement entre la partie européenne et la partie africaine, et ce aussi bien lors de la préparation des accords que lors du suivi et de l'évaluation de leur mise en œuvre.
- Enfin, en accompagnant ce chantier majeur par l'appui financier nécessaire à sa réalisation.

Mesdames et Messieurs.

Un travail préparatoire a été fait au mois de juillet dernier à Tunis dans le cadre du Joint Africa Europe Strategy, la stratégie commune Afrique Europe, et a débouché sur des recommandations pertinentes dont la plus part concourent à valoriser la contribution des acteurs socio-économiques dans les relations futures entre les deux continents.

A moins de deux semaines du 5^e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernements de l'Union Africaine et de l'Union Européenne qui se tiendra ici, dans la belle capitale ivoirienne, les enjeux sont importants et les thématiques vastes ; mais la qualité des intervenants à cette réunion de haut niveau saura, j'en suis convaincu, nous apporter des réponses pour mieux engager l'Afrique et l'Union européenne vers une convergence positive et créatrice de richesses et de bien être pour les citoyens, adossée sur une implication plus importante des acteurs économiques et sociaux.

Je vous remercie de votre attention.

M. Charles Koffi DIBY.

Président du Conseil Economique Social, environnemental et Culturel



Monsieur le Vice-Président de la République, Son Excellence Monsieur Daniel Kablan DUNCAN: Monsieur le Président du Comité de suivi UE-ACP du Comité économique et social Européen, Représentant le Président Georges DASSIS;

Monsieur le Vice-président du Conseil Economique et Social de l'Union Africaine :

Monsieur le Président de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions similaires d'Afrique;

Mesdames et Messieurs les Présidents des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires : Monsieur Jean-François VALETTE, Ambassadeur de l'Union Européenne :

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de Missions diplomatiques;

Mesdames et messieurs les représentants des Institutions de la République de Côte d'Ivoire ;

Mesdames et messieurs les membres du Comité Economique Social Européen;

Mesdames et messieurs les membres du Conseil Economique Social Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire :

Mesdames et messieurs, acteurs économiques et sociaux d'Europe et d'Afrique ;

Honorables invités :

Chers amis de la presse ;

Mesdames et Messieurs.

C'est un honneur pour moi et pour l'ensemble des membres du Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire,

de vous accueillir, au sein de notre Institution. à l'occasion de la 4ème rencontre des acteurs économiques et sociaux d'Afrique et de l'Union Européenne.

Monsieur le Vice-Président de la République,

Je voudrais vous adresser mes vifs remerciements pour avoir accepté de présider la cérémonie d'ouverture de ces travaux, malgré votre agenda chargé.

Votre présence, ce jour, témoigne de l'intérêt manifeste que vous accordez aux contributions de nos Assemblées consultatives nationales et internationales, à l'examen de problématiques d'intérêts communs.

Je voudrais ici, au nom de l'ensemble des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires et des acteurs économiques et sociaux, exprimer mon infinie gratitude à Monsieur le Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, qui a bien voulu accepter que la 4ème édition de nos rencontres, se tienne en terre ivoirienne.

Aussi vous prierai-je de bien vouloir traduire à Son Excellence Monsieur le Président de la République, notre profonde reconnaissance pour la confiance, toujours renouvelée, qu'il nous accorde et pour son inestimable appui à la tenue des présentes assises. Mesdames et Messieurs.

Permettez-moi, de rendre un vibrant hommage au Président du Comité Economique et Social Européen, Monsieur Georges DASSIS, absent ce jour pour raison de contraintes médicales, à qui nous adressons nos vœux de prompt rétablissement.

La sollicitude permanente du Président DASSIS et son engagement à favoriser et à consolider une véritable coopération entre l'institution qu'il dirige et les assemblées consultatives d'Afrique, appellent nos sincères remerciements. Qu'il me soit permis de saluer son représentant. Monsieur Yves SOMVILLE. Président du Comité de suivi UE-ACP du Comité économique et social européen.

Je voudrais également saluer la présence Monsieur Alain Blaise BATONGUE, Vice-Président du Conseil Economique et Social de l'Union Africaine.

Il me plaît de faire une mention particulière à l'endroit du Docteur Boulkassoum HAÏDARA, nouveau Président de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique, à qui nous adressons nos vives félicitations pour sa

récente et brillante élection à la tête de notre Union. Monsieur le Président vous succédez à une grande Dame, Madame Aminata TALL, Présidente du Conseil Economique, Social et Environnemental du Sénégal, dont le travail remarquable accompli, avec riqueur et dévouement à la tête de notre faîtière régionale, a été vivement salué lors de notre dernière Assemblée Générale à Bamako.

J'adresse, également, mes salutations à mes pairs présents à l'occasion de cette rencontre, je veux parler des Présidents :

Nizar BARAKA, du Royaume du Maroc;

Tabé GBIAN, du Bénin.

Révérend Docteur Moïse NAPON, du Burkina Faso Jean-Marie TASSOUA, du Congo – Brazzaville

Jean-Pierre KIWAKANA, de la Démocratique du Congo

Enfin, je voudrais relever et saluer la présence distinguée d'une délégation du Conseil National Economique et Social de la République sœur d'Alaérie.

Mesdames et messieurs les acteurs économiques et sociaux, représentants la société civile d'Afrique et d'Europe,

Votre présence remarquable, à ce forum, constitue un réel motif de satisfaction pour nous. En effet, votre grande expérience et votre maitrise des guestions économiques, sociales et environnementales et culturelles contribueront, sans nul doute, à enrichir nos travaux.

Monsieur le Vice-Président, Mesdames et Messieurs les Présidents, chers invités,

La Côte d'Ivoire, après plus d'une décennie de crise, a retrouvé la paix, la stabilité et elle est heureuse d'accueillir cette rencontre.

Les nombreux progrès réalisés depuis 2011, sont le résultat du travail inlassable effectué par le Gouvernement ivoirien, sous la conduite avisée du Président Alassane OUATTARA, dont la gouvernance rassurante est soutenue par les partenaires au développement, dont l'Union Européenne. Ce partenariat s'est diversifié au fil des décennies et s'est davantage renforcé, depuis l'adoption de la Stratégie Commune UE-Afrique en 2007.

Le monde, et plus particulièrement le continent africain, doit relever de nombreux défis qui engagent la pérennité de nos Etats. Il est vrai que les Pays africains se sont engagés sur le chemin de l'émergence. Nous pouvons y voir le signe d'un réel espoir pour l'avenir et une volonté manifeste de construire durablement des sociétés dans lesquelles les générations futures pourront s'épanouir.

C'est donc, à juste titre, que la jeunesse et l'investissement constituent les thématiques centrales du prochain Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique et de l'Union Européenne : « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable ».

Ces assises qui nous réunissent, offrent un moment privilégié permettant d'adresser des questions cruciales qui se posent à nos Etats. Ces préoccupations se regroupent autour de quatre (4) grandes thématiques qui feront l'objet de réflexions et d'échanges au cours de nos travaux.

Il s'agit:

- de la contribution des acteurs économiques et sociaux dans le futur des relations Afrique-Union Européenne:
- des possibles innovations de l'agriculture et du secteur agroalimentaire en vue de transformer l'Afrique:
- de l'éducation et du renforcement des compétences des jeunes :
- et enfin des stratégies pour soutenir le développement des économies vertes.

Mesdames et Messieurs.

Il nous faut absolument prendre en charge notre jeunesse dont la relative fragilité constitue un terreau fertile de l'extrémisme et des aventures préjudiciables, à divers égards.

L'examen de la question migratoire, pour ne citer que celle-ci, ne doit-il pas nous incliner à la conception et à la mise en œuvre de projets de société pertinents qui prennent mieux en compte les aspirations profondes de notre jeunesse?

C'est tout le sens de la suggestion du Président Alassane Ouattara, lors de la Conférence G20-Partenariat avec l'Afrique, qui s'est tenue à Berlin en juin 2017, en vue de la mise en place d'un plan qui aurait pour objectif de faciliter des investissements massifs en Afrique.

Cette initiative vise à favoriser la création d'emplois, notamment pour les jeunes, et les couches sociales fragiles.

Monsieur le Vice-Président, Mesdames et Messieurs, Il nous revient de mettre, ensemble, nos intelligences et de mutualiser nos efforts au service de l'Europe et de l'Afrique pour l'édification d'un espace de paix, de sécurité et de prospérité partagée.

AKWABA, Bienvenue à vous chers participants à la 4ème rencontre des acteurs économiques et sociaux d'Afrique et de l'Union Européenne.

Merci de votre aimable attention!!

Dr. Boukassoum HAIDARA

Président du Conseil Economique, Social et Culturel du Mali, Président en exercice de l'UCESA, à la 4ème Rencontre des Acteurs Economiques et Sociaux et des Conseils Economiques et Sociaux d'Afrique-Union Européenne



Abidian, le 17 novembre 2017

Excellence Monsieur Daniel KABLAN DUNCAN. Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, Monsieur le Président du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de la Côte d'Ivoire :

Monsieur le Président du Comité Economique et Social Européen ;

Mesdames, Messieurs les Présidents et chefs de délégations des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique (UCESA);

Mesdames, Messieurs les membres du bureau de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique (UCESA):

Messieurs Membres Mesdames, les du Gouvernement:

Mesdames, Messieurs les conseillers du CESEC de la République de Côte d'Ivoire ;

Mesdames, Messieurs les Représentants du Corps diplomatique, consulaire et des organisations internationales accréditées en Côte d'Ivoire ;

Mesdames, Messieurs les Représentants des Réseaux et des Organisations d'Employeurs, de Travailleurs et d'Intérêts divers ;

Mesdames, Messieurs les Autorités coutumières Administratives et Politiques de la Côte d'Ivoire ;

Mesdames, Messieurs les représentants des médias publics et privés ;

Distingués Invités, Mesdames, Messieurs, en vos rangs, qualités, grades, tout protocole, observé; Mesdames et Messieurs :

Je voudrais avant tout propos ; exprimer les sincères remerciements et la profonde gratitude des Présidents et Chefs de délégations de l'UCESA, à Son Excellence Monsieur Daniel Kablan Dunkan, Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire pour sa présence effective qui rehausse indubitablement, l'éclat de cette 4ème Rencontre des Acteurs économiques et sociaux des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique et Union Européenne.

Excellence Monsieur le Vice-Président, nous profitons de cette tribune pour magnifier le leadership de Son Excellence Alassane Dramane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, qui a visiblement mis la République sœur de Côte d'Ivoire sur l'orbite d'une émergence irréversible qui fait la fierté de nous tous.

Qu'il plaise à votre Auguste et honorable Autorité. Excellence Monsieur le Vice-Président, transmettre à SEM Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, l'expression de la

très sincère estime du peuple malien et l'assurance de la haute considération et du profond respect de son frère et ami SEM Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali, Chef de l'Etat. Excellences, Mesdames Messieurs,

Permettez-moi également d'adresser à mon Cher frère et ami, Monsieur Charles Kofi Diby, nos sincères remerciements et notre profonde reconnaissance pour avoir accepté de bien vouloir nous faire l'insigne honneur de nous associer à cette belle initiative du Comité Economique et Social Européen et du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de la Côte d'Ivoire relative à l'organisation de cette rencontre des acteurs économiques et sociaux en vue de transmettre leur contribution dans les futures relations Union européenne-Afrique lors du 5ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui se tiendra fin novembre ici à Abidian en Côte d'Ivoire.

Ces remerciements s'adressent également au peuple ivoirien et aux plus hautes autorités de ce pays frère, pour sa légendaire hospitalité «AKWABA» qui nous a été réservée depuis notre arrivée en Côte d'Ivoire. Excellences. Mesdames. Messieurs.

Ce forum vient à point nommé car il se tient à un moment où les Présidents et Chefs de Délégations des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique, réunis à Bamako en Assemblée Générale Ordinaire les 10 et 11 octobre 2017, m'ont porté à la tête de notre Union Continentale (UCESA) pour un mandat de deux ans.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Président du Conseil de Côte d'Ivoire, pour vous remercier et vous témoigner toute ma reconnaissance pour votre participation de qualité et le soutien précieux que vous avez bien voulu nous apporter à l'occasion de cette Assemblée générale de notre faitière commune, l'UCESA.

Aussi, je voudrais, également, saluer le Président du Comité Economique et Social Européen, Monsieur Georges DASSIS pour son engagement pour le renforcement des relations de coopération entre nos Institutions et l'appui apporté par le Comité Economique et Social Européen aux Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique.

C'est également le lieu pour nous, d'adresser nos vives félicitations à tous les autres membres du nouveau Bureau de l'UCESA auxquels nos pairs Présidents des Institutions membres de notre organisation, ont placé leur confiance à Bamako. Il s'agit : du Maroc, de la Côte d'Ivoire, du Gabon et un pays de l'Afrique de l'Est à déterminer.

Enfin, saisissant cette opportunité, je me permets,

Mesdames Messieurs, de saluer et de réitérer l'expression de la profonde gratitude de nos Pairs à l'honorable et respectée Mme Aminata TALL, Présidente du Conseil Economique, Social et Environnemental du Sénégal et Présidente d'honneur de l'UCESA, pour le travail remarquable accompli à la tête de notre organisation. Ce qui lui vaut respect et considération.

Excellences. Mesdames. Messieurs. Chers homologues:

Dans le cadre des préparatifs de ce 5ème sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, l'UCESA profite de cette tribune, pour inviter les acteurs économiques et sociaux de l'Union européenne et de l'Afrique à être leur porte-parole auprès du 5ème Sommet pour la soutenir à atteindre les buts qu'elle s'est fixée en octobre 2001 à Cotonou. Il s'agit entre autres:

Mettre en œuvre une dynamique permettant l'implication effective de nos Institutions à tout processus d'intégration africaine ;

Œuvrer au rapprochement des pays avec la d'entités économiques, constitution sociales cohérentes et viables ;

Etablir des liens de partenariat mutuellement avantageux avec tout groupement à caractère, économique, social, environnemental et culturel. Concrétiser le positionnement visible et effectif de l'UCESA dans les organes de l'Union Africaine;

Elaborer un plan d'action visant à élargir l'UCESA à d'autres membres comprenant tous les Etats de l'Afrique francophone, anglophone, lusophone et arabophone.

Monsieur le Président du Comité Economique et Social Européen,

L'Afrique et l'Europe sont unies par des liens séculaires et multiformes, c'est à ce titre que je me permets d'espérer qu'au sortir de ses assises, nos deux Institutions continentales formaliseront leur volonté par la signature d'un protocole d'Accord de coopération en vue d'atteindre nos objectifs communs de développement au seul bénéfice des forces productrices de nos Etats respectifs.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Chers homologues,

Enfin, l'Union faisant la force, je suis persuadé que la mutualisation du savoir, du savoir-faire et du savoir être de l'Union Européenne et de l'Afrique, ne saurait conduire qu'à l'édification d'un nouveau monde apaisé et sécurisé où il fait bon vivre.

C'est sur cette note d'optimisme que je vous remercie Excellences, Mesdames, Messieurs, pour votre aimable attention.

Yves SOMVILLE

Représentant Georges Dassis, Président du Comité Economique et Social Européen



Monsieur le Vice-Président de la République, Cher Monsieur le Président Diby,

Monsieur le Vice-Président du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine.

Monsieur le Président de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et institutions similaires d'Afriaue.

Monsieur l'Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la Côte d'Ivoire,

Chers collègues, chers amis, Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, je tiens à remercier le Président du Conseil économique, social et culturel ivoirien, M. Charles Koffi Diby, pour l'honneur qu'il nous fait de nous accueillir dans son siège et d'avoir fait en sorte que l'évènement d'aujourd'hui soit devenu une réalité.

Les rapports entre le CESEC ivoirien et le CESE datent de l'année dernière, quand le Président Diby a visité pour la première fois notre Comité. En janvier 2017, ce fut au tour du Président de notre institution, M. Dassis, de répondre présent à l'invitation de M. Diby, et je peux vous assurer qu'il est resté impressionné, pas seulement par la beauté et le dynamisme économique exceptionnel du pays, mais aussi par la gentillesse de l'accueil, la richesse et la qualité du programme de visite préparé et le professionnalisme de tous les membres du personnel qu'il a rencontrés. La visite de

M. Dassis en janvier a aussi abouti à la signature d'un mémorandum d'entente entre nos deux institutions sœurs qui nous permet de partager notre savoirfaire sur des sujets d'intérêt commun. Et d'organiser ensemble, aujourd'hui, cette importante conférence, à un moment déterminant.

Mesdames et Messieurs.

Les relations UE-Afrique passent par une phase cruciale. L'année 2017 sera décisive pour le partenariat entre l'Europe et l'Afrique. Dans un paysage mondial en mutation rapide, nous connaissons tous de profonds changements économiques, politiques et sociaux, et l'importance que l'Afrique revêt pour l'Europe est de plus en plus évidente. L'Europe et l'Afrique ont tout à gagner d'un renforcement de leurs liens politiques et économiques, mais elles ont aussi beaucoup à perdre si elles n'agissent pas, et surtout si elles ne parviennent pas à agir avec plus de concertation.

Dans ce sens, le 5ème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement UA-UE, qui aura lieu les 29-30 novembre 2017, offre aux leaders africains et européens une opportunité unique de répondre à ce contexte évolutif, de réformer et d'approfondir le partenariat Afrique-UE. En vue de préparer la position de l'UE dans la perspective du sommet, la Commission européenne et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et

la politique de sécurité ont présenté une communication conjointe pour laquelle elles ont adressé une saisine à notre Comité. Cette communication propose un cadre d'action commune renouvelé qui prévoit de renforcer et d'approfondir le partenariat stratégique et de l'axer davantage sur l'action pour plus de prospérité et de stabilité sur les deux continents. Elle accorde aussi une attention particulière aux aspirations et aux besoins de la ieunesse, ieunesse sur laquelle repose le futur de nos deux continents. Nous préparerons bien sûr notre avis sur cette communication, et notre assise de ces 2 jours nous sera précieuse pour insérer dans notre document les aspirations du terrain et de la société civile.

Mais en plus de cet avis que nous préparerons au niveau européen, le Comité Economique Social Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire et le Comité économique et social européen ont décidé d'organiser conjointement cette réunion d'acteurs économiques et sociaux des 2 continents pour apporter un message conjoint au Sommet de chefs d'état et de aouvernement.

Pendant ces 2 jours, on accueillera plus de 200 représentants de la société civile organisée, membres de Conseils économiques et sociaux et hauts représentants des organisations internationales des deux continents. Les débats se déclineront autour de 4 thèmes porteurs: la contribution des acteurs socioéconomiques dans les futures relations Afrique-UE ; les stratégies au bénéfice des jeunes à travers l'éducation et le renforcement de compétences ; les innovations dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire en vue de transformer l'Afrique, et enfin le développement des économies vertes.

Afin de respecter le temps qui m'est imparti, permettezmoi de dire juste quelques mots sur les 2 premiers

Concernant la contribution des acteurs socioéconomiques aux futures relations intercontinentales, il est clair que l'Europe et l'Afrique doivent renforcer et approfondir leur partenariat stratégique dans un esprit de respect mutuel, et basé sur des intérêts communs. Ce n'est gu'ensemble que l'on pourra faire face à des défis globaux tels que le développement durable, le changement climatique, les migrations, la mobilité et l'emploi, la lutte contre le terrorisme, la préservation de la paix et la prévention des conflits, la lutte contre la pauvreté ou les inégalités. Or, je ne me lasse pas de le rappeler: nous les acteurs économiques et sociaux représentons les organisations de terrain «qui vivent la réalité» et peuvent proposer des solutions pour l'améliorer. Dans ce partenariat renouvelé, donc, nous insistons sur le besoin d'une contribution structurée et régulière des acteurs économiques et sociaux à cette

stratégie. Nous ne devons pas seulement participer et collaborer, mais aussi nous approprier ce processus. Les chefs d'État et de gouvernement doivent absolument prendre note de cette volonté.

Quant aux jeunes. Je constate que l'emploi des jeunes est un défi tant pour l'Europe que pour l'Afrique. Dans certains pays européens le chômage touche près de 50% des jeunes. Pour sa part, avec 200 millions de personnes âgés de 15 à 24 ans, l'Afrique est le continent dont la population est la plus jeune. Sur dix personnes sans emploi, six sont des jeunes, et les difficultés auxquelles se heurte une population jeune si importante pour trouver un emploi décent peuvent vite devenir une source d'instabilité sociale et politique. Pour cette raison, nous avons toujours appelé à inscrire la problématique de l'emploi des jeunes, parmi les priorités de la coopération entre l'Europe et l'Afrique.

Il est de notre devoir de toujours rappeler aux responsables politiques, l'importance de l'universalité de l'enseignement de base, de l'amélioration des synergies entre le système d'enseignement et le marché de travail, de la simplification de la bureaucratie pour la création des entreprises, en particulier chez les jeunes, ou encore de veiller à leur faciliter l'accès au financement, entre autres.

C'est à travers la réponse à ces demandes que l'on offre de vraies perspectives de développement à chaque pays, qu'on lutte contre la fuite des cerveaux, ou que l'on encourage le retour et la réintégration de ceux qui sont partis, que l'on fait renaître, en somme, l'espoir, notamment au sein de la jeunesse africaine (et par là au sein de toute la société!).

Voici donc déjà quelques éléments de réflexion, que nous espérons développer et enrichir au cours des discussions des deux prochains jours. J'espère que ce séminaire nous permettra aussi de renforcer la coopération entre acteurs socio-économiques européens et africains, de partager connaissances et bonnes pratiques et, bien entendu, de dégager des nouvelles perspectives dans nos relations.

La conférence se conclura l'adoption d'une Déclaration conjointe qui sera présentée aux Chefs d'État et de Gouvernement en amont du Sommet UE-UA des 29-30 novembre, y compris, bien sûr, Monsieur le Président de la République de Côte d'Ivoire Alassane Ouattara, que je remercie aussi chaleureusement pour

Bien entendu, le CESE s'engage à la présenter cette déclaration aux autorités politiques de l'Union européenne.

Merci beaucoup pour votre attention et bon travail à vous tous!

S.E.M Daniel Kablan Duncan

Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire



Monsieur le Président du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC) de Côte d'Ivoire:

Madame, Messieurs les Présidents des Conseils économiques et sociaux du Bénin, Burkina Faso, du Congo, de la RDC, du Gabon, du Mali, du Maroc et du Sénégal;

Madame, Messieurs les Présidents d'Institutions de Côte d'Ivoire:

Mesdames, Messieurs les Ministres ;

Monsieur le Vice-Président du Conseil Economique, Social et Culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC);

Monsieur le Commissaire aux Affaires Economiques de l'Union Africaine;

Monsieur le Représentant du Président du Comité Economique et Social Européen (CESE);

Monsieur le Président de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique :

Mesdames, Messieurs les Représentants des Présidents des Conseils économiques et sociaux et Institutions d'Afrique et d'Europe;

Mesdames. Messieurs les Ministres :

Excellences Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et membres du Corps Diplomatique;

Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Internationales, régionales bilatérales;

Mesdames, Messieurs les représentants d'organisations de la société civile :

Honorables invités;

Chers amis des médias :

Excellences, Mesdames, Messieurs;

Après le Forum de la Jeunesse Afrique-Europe qui s'est tenu, ici-même à Abidjan du 9 au 11 octobre 2017, la Côte d'Ivoire est honorée d'accueillir ce jour, le deuxième grand événement organisé en prélude au 5ème Sommet Union Africaine/ Union Européenne qui se tiendra du 29 au 30 novembre 2017. Il s'agit de la 4ème rencontre des acteurs économiques et Sociaux et des Conseils Economiques et Sociaux d'Europe et d'Afrique.

C'est donc pour moi, un grand honneur et un réel plaisir de représenter le Président de la République

de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, à la cérémonie d'ouverture de cette importante rencontre.

Votre distinguée présence est la manifestation de votre ferme volonté d'échanger et de partager vos diverses et riches expériences dans les domaines Cruciaux qui engagent l'avenir de nos deux continents.

Mais nous accueillons aussi Votre Venue comme une manifestation d'amitié et de fraternité, de même qu'une traduction de votre solidarité avec la Côte d'Ivoire.

Je voudrais donc, au nom du Président de la République, SEM Alassane OUATTARA, adresser le traditionnel « Akwaba », c'est-à-dire la cordiale bienvenue à Abidjan, à nos illustres hôtes, à savoir : - les Présidents des Conseils Economiques et Sociaux, et en particulier Ceux venus des pays frères

- du Bénin, Burkina Faso, du Congo, de la RDC, du Gabon, du Mali, du Maroc et du Sénégal ;
- les Responsables des Institutions Similaires d'Afrique et d'Europe ;
- et l'ensemble des Acteurs économiques et sociaux, tous venus d'Afrique et d'Europe.

Salutations chaleureuses s'adressent particulièrement, outre les Présidents des Conseils Economiques et Sociaux suscités, à Monsieur Alain Blaise BATONGUE, Vice-Président du Conseil Economique, Social et Culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC), ainsi qu'à Monsieur Boulkassoum HAIDARA, Président du Conseil Economique et Social du Mali et Président de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique.

Je salue aussi la présence de Monsieur SOMVILLE Yves, représentant le Président du Comité Economique et Social Européen, Monsieur Georges DASSIS, dont nous connaissons l'engagement dynamique pour la Consolidation des relations entre les acteurs économiques et sociaux d'Europe et d'Afrique. Je n'oublie de mentionner le Professeur Victor HARISON, Commissaire aux Affaires économiques de la Commission de l'Union Africaine, représentant le Président de la Commission.

Qu'il me soit également permis de saluer la présence remarquée de Mesdames et Messieurs les Représentants des Présidents des Conseils économiques et sociaux et des Institutions assimilées d'Afrique et d'Europe.

Au total et à travers vous, distingués participants, Mesdames et Messieurs, c'est à chacune de vos assemblées consultatives que s'adressent nos Salutations et nos félicitations, pour leur contribution effective au renforcement de la démocratie, de la

paix, de la sécurité, de la Solidarité et de la dignité humaine.

Je voudrais aussi adresser mes chaleureuses salutations aux membres du Gouvernement. aux Ambassadeurs des pays membres de l'Union africaine et de l'Union européenne, ainsi qu'à toutes les personnalités qui rehaussent de leur présence cette belle cérémonie.

Permettez-moi enfin, de saisir cette heureuse occasion pour adresser mes Vives félicitations au Président Charles KOffi DIBY, Président du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC) de Côte d'Ivoire, pour le travail remarquable accompli, en si peu de temps, à la tête de notre Assemblée consultative.

Monsieur le Président, la tenue de cette rencontre internationale, la première du genre en Côte d'Ivoire, est l'une des illustrations de votre forte détermination à repositionner notre Assemblée consultative sur le plan national et International. Merci pour votre haute contribution à

L'édification d'Institutions fortes dans notre pays, en parfaite convergence avec la vision du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA.

Excellences, Mesdames, Messieurs;

Comme cela a déjà été rappelé, cette importante réunion vise principalement à définir les perspectives nouvelles pour une contribution plus accrue des acteurs socio-économiques africains et européens au renforcement du partenariat Union Africaine-Union Européenne.

Elle offre ainsi aux Assemblées consultatives et aux représentants des milieux économiques et sociaux d'Afrique et d'Europe, une occasion privilégiée de mener, ensemble, des réflexions intenses sur les questions essentielles se rapportant au développement des pays des deux continents.

En effet, la participation des acteurs économiques et sociaux est plus que jamais une exigence incontournable, à la fois pour des relations fortes entre l'Europe et l'Afrique, et pour un partenariat mutuellement bénéfique.

Faut-il le souligner, les économies africaines se sont positionnées, au cours de la décennie 2000-2010, dans une dynamique de croissance forte et soutenue. Le taux annuel moyen de croissance de la production réelle a été de 5% sur cette période. Des réformes structurelles et sectorielles vigoureuses ainsi que des niveaux d'investissements publics et privés soutenus, tendent aujourd'hui à inscrire le continent africain sur une trajectoire de réussite économique.











RÉSEAU DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX AFRIQUE-UE

16 et 17 novembre 2017, Abidjan, Côte d'Ivoire

DÉCLARATION FINALE

En prélude au 5e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Afrique et de l'Union européenne, des représentants des acteurs économiques et sociaux de l'Union européenne et de l'Afrique se sont retrouvés du 16 au 17 novembre 2017, à Abidjan, lors d'une réunion Conseil Économique. coorganisée par le Social, Environnemental et Culturel (CESEC) de Côte d'Ivoire et le Comité économique et social européen (CESE). Les participants ont fait converger leurs positions sur le partenariat entre l'Afrique et l'Europe en vue d'apporter leur contribution au prochain Sommet des chefs d'État et de gouvernement des 29 et 30 novembre 2017. Des recommandations ont été formulées au regard des thématiques portant sur des sujets d'intérêt commun, en l'occurrence: la contribution des acteurs économiques et sociaux dans le futur des relations Afrique-UE; l'importance de l'agriculture et du secteur agroalimentaire pour transformer l'Afrique: l'éducation et le renforcement des compétences des jeunes; et les stratégies pour soutenir le développement des économies vertes. générale, manière les D'une participants ont relevé l'importance de la réalisation des Objectifs de développement durable et des déclarations de l'Union africaine de Maputo et de Malabo pour favoriser la prospérité tout en protégeant la planète. Dans ce sens, ils prônent pour des stratégies qui renforcent la croissance économique et abordent une variété de besoins sociaux, y compris éducation, formation, santé et opportunités d'emploi, notamment pour les jeunes, tout en poursuivant la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement.

Les Conseils économiques et sociaux et institutions similaires et les acteurs économiques et sociaux:

1. CONCERNANT LA CONTRIBUTION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX AUX FUTURES RELATIONS **UA-UE:**

- 1.1 Appellent à renforcer et à approfondir le partenariat stratégique UA-UE à travers un dialogue entre les deux (2) continents garantissant les intérêts communs dans un respect mutuel, en vue de relever les défis qui s'imposent, notamment le développement inclusif et durable, le changement climatique, le phénomène migratoire, la mobilité de l'emploi, la préservation de la paix et la prévention des conflits, la lutte contre le terrorisme, la pauvreté, les inégalités et les flux financiers illicites:
- Voient dans la tenue du 5e Sommet UA-UE à 1.2 Abidjan les 29 et 30 novembre, l'opportunité pour les dirigeants africains et européens de déterminer les orientations stratégiques pour répondre à un contexte global en mutation et donner un nouvel élan au partenariat Afrique-UE;
- 1.3 Accueillent favorablement l'attention particulière accordée aux aspirations et aux préoccupations des jeunes dans le futur des relations Afrique-UE et dans le développement des deux (2) continents, et espèrent une concertation régulière avec les organisations et les représentants de la jeunesse, avec une attention particulière accordée aux besoins des filles et des jeunes femmes;

- Estiment indispensable une contribution 1.4 réaulière et des acteurs structurée économiques et sociaux à la Stratégie UE-Afrique; et soulignent la nécessité de leur participation aux plates-formes adéquates pour adresser des recommandations aux instances politiques;
- 1.5 Demandent aux chefs d'État gouvernement de prendre note de cette volonté et de fournir au Réseau des acteurs économiques et sociaux des ressources adéquates pour mener à bien cette mission;
- 1.6 Evoquent la nécessité et l'intérêt d'impliquer les sociétés civiles des deux continents dans la mise en œuvre d'un partenariat équitable et mutuellement bénéfique, favorisant le développement économique et social des deux continents ainsi que la dissémination de la culture de la démocratie participative;
- 1.7 Espèrent que ce Sommet permettra de faire avancer la réflexion et les négociations en vue du renouvellement du partenariat entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP);

2. CONCERNANT L'IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE ET DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE POUR TRANSFORMER L'AFRIQUE:

- 1.8 Reconnaissent le rôle clé du secteur agroalimentaire pour la transformation de l'Afrique et demandent aux gouvernements de l'UE et de l'Afrique d'accélérer les investissements dans les infrastructures rurales, de renforcer les capacités des agriculteurs, de leur donner l'accès à la protection sociale, de veiller à ce qu'ils soient consultés pour l'élaboration des politiques agricoles et associés à leur mise en œuvre, y compris dans le cadre des partenariats publicprivé, et d'assurer la reconnaissance du statut de l'agriculteur;
- 1.9 Insistent sur la nécessité d'une gestion adéquate du foncier et du phénomène de l'appropriation des terres, ainsi que d'une stratégie pour faciliter la création et le financement inclusif de parcs et zones agro-industriels, incubateurs d'innovation et accélérateurs d'entreprises;

- Demandent 1.10 aux gouvernements de soutenir l'agriculture familiale et les chaînes d'approvisionnement locales et régionales dans le secteur agricole, de prévoir l'établissement et la diffusion de bonnes pratiques et d'innovations au niveau local, d'empêcher la concurrence d'améliorer infrastructures les d'irrigation, stockage, transformation et transport, de promouvoir les circuits de commercialisation des produits agricoles, et de réagir efficacement face aux fluctuations des cours des matières premières au niveau international;
- 1.11 Rappellent que les Objectifs du développement durable et le Cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030 appellent à l'adoption de modèles agricoles qui améliorent la résilience et la durabilité:
- 1.12 Soutiennent une agriculture intelligente qui accorde une attention particulière à la recherche publique et aux expertises locales;
- 1.13 Se félicitent de l'engagement des ministres de l'agriculture de l'Union africaine et de l'Union européenne, pris au siège de la FAO en juillet 2017, en vue de créer une coalition pour le financement contre la perte alimentaire et le gaspillage, et qui devrait aboutir à la création d'un fonds de perte et de gaspillage alimentaire, et appellent à prendre des mesures supplémentaires pour dégager un consensus sur les partenariats nécessaires à la mise en œuvre de la Déclaration de l'UA Malabo 2014 sur la réduction des pertes après les récoltes;
- 1.14 Appellent au renforcement des programmes de formation professionnelle spécifiques destinés aux jeunes agriculteurs dans le cadre des politiques de développement rural intégré, ainsi qu'à la création de programmes d'échange, de formation et de transfert de technologies entre les jeunes agriculteurs africains et européens; soulignent ainsi la nécessité d'associer davantage les organisations de jeunes agriculteurs au secteur agroalimentaire afin de renforcer leurs compétences;

3. CONCERNANT L'ÉDUCATION ET LE RENFORCEMENT DE COMPÉTENCES DES JEUNES:

1.15 Signalent que l'Afrique est le continent dont la population est la plus jeune; en ce sens, les

- difficultés auxquelles se heurte cette frange importante de la population pour trouver un emploi décent sont de potentielles sources d'instabilité sociale et politique;
- 1.16 Accueillent avec satisfaction l'importance accordée à la jeunesse par l'Union africaine à travers son thème 2017 «Exploiter le dividende démographique grâce à l'investissement dans la jeunesse», ainsi que dans la Communication conjointe Afrique-UE, marquant un nouvel élan dans le Partenariat Afrique-UE, et appellent à inscrire la problématique de l'emploi des jeunes parmi les priorités de la coopération entre l'Afrique et l'Europe;
- 1.17 Appuient la déclaration du 4° Forum de la Jeunesse Afrique-UE, et recommandent que chaque État garantisse l'universalité de l'enseignement de base, accorde une priorité à l'amélioration du système de formation professionnelle et favorise la synergie entre le système d'enseignement et le marché du travail, notamment au niveau de l'élaboration des programmes et de l'anticipation des besoins;
- 1.18 Soulignent qu'une meilleure participation des jeunes aux affaires passe non seulement par une facilitation de leur accès au financement, mais aussi par leur accompagnement dans la création de petites et moyennes entreprises et par le développement de leurs possibilités d'auto-emploi;
- 1.19 Demandent la facilitation de la circulation des jeunes travailleurs qualifiés et l'accentuation de la reconnaissance et de la valorisation des compétences et qualifications des travailleurs migrants, tout en appelant à une approche soutenue qui tienne également compte du développement socio-économique des pays d'origine ; recommandent le recours à des politiques et à des programmes qui permettent de lutter contre la possible fuite de cerveaux et qui encouragent le retour et la réintégration des travailleurs qualifiés dans leur pays d'origine;
- 1.20 Rappellent le besoin de promouvoir les principes et les normes sur le travail décent ainsi que l'application effective des conventions fondamentales de l'OIT;
- 1.21 Exhortent les pouvoirs publics à définir des

- mesures spécifiques pour soutenir l'éducation et la formation des femmes:
- 1.22 Encouragent les échanges internationaux dans le domaine de l'éducation entre l'Union européenne et l'Afrique dans le cadre du programme Erasmus+;

4. CONCERNANT LES STRATÉGIES POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCONOMIES VERTES:

- 1.23 Soutiennent une transition juste et équitable vers des économies sobres en carbone non seulement sur la base du principe universellement reconnu d'une responsabilité commune et différentiée en matière d'émission de gaz à effet de serre mais aussi du respect des besoins de développement de l'Afrique;
- 1.24 Insistent pour que cette transition facilite le développement des entreprises, crée des emplois décents, favorise la participation des travailleurs, contribue à intégrer la dimension écologique dans les qualifications et dans les programmes d'enseignement, promeuve l'agriculture durable et viable ainsi que le commerce de produits écologiques, et évalue les répercussions sociales tout en s'appuyant sur le dialogue social;
- 1.25 Appellent les partenaires au développement à soutenir financièrement des programmes spécifiques encourageant cette transition, tout en préservant la concertation avec les autorités locales;
- 1.26 Demandent un meilleur accès au financement pour les microentreprises, les coopératives, les petits commerçants et les entreprises familiales, et plus particulièrement les entreprises créées par des femmes ou des jeunes, qui sont le principal potentiel de croissance et de création d'emplois dans les pays d'Afrique;
- 1.27 Soulignent l'importance du rôle des migrants en tant que contributeurs nets au développement économique, social et culturel, tant pour le pays de destination que pour le pays d'origine;
- 1.28 Soutiennent toute action de l'Union africaine en faveur de la libre circulation des biens et des personnes et de la protection des droits des travailleurs sur le continent africain.



M. Stéphane Regnier ONDOMAT Conseiller Economique, Social, Environnemental et Culturel (Côte d'Ivoire).











IVème RÉUNION D'ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX ET CONSEILS ECONOMIQUES ET SOCIAUX UE-AFRIQUE

Lieu: Siège du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC)

COMMUNIQUE FINAL

Les 16 et 17 novembre 2017, le Comité économique et social européen (CESE) a eu l'honneur d'organiser, pour la première fois en collaboration avec une Institution sœur africaine, le Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire (CESEC), la quatrième (4ème) Réunion du réseau d'Acteurs économiques et sociaux Afrique-UE. Ces assises ont enregistré plus de 200 participants composés des représentants de la société civile organisée, des membres de Conseils économiques et sociaux et institutions similaires et des représentants des organisations internationales des deux continents pour échanger

sur le futur des rapports entre l'Union Européenne et l'Afrique.

A l'ouverture des travaux, des intervenants de haut niveau ont soutenu l'initiative du réseau des acteurs économiques et sociaux, d'apporter une contribution effective aux travaux du sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement Union Africaine - Union Européenne, qui se tiendra les 29 et 30 novembre 2017, à Abidjan.

Ces intervenants étaient :

pour le CESEC, le Président Charles Koffi DIBY

- Dour le Comité économique et social européen, Monsieur Yves SOMVILLE, Président du Comité de suivi UE-ACP, représentant le Président Georges DASSIS:
- pour l'Union Européenne, **Son Excellence Monsieur Jean-François VALETTE,** Ambassadeur ;
- pour l'Union Africaine, **Monsieur Alain Blaise BATONGUE**, Vice-Président de l'ECOSOC;
- pour l'Union des Conseils économiques et sociaux et Institutions Similaires d'Afrique, le Président **Boulkassoum HAÏDARA** :

A la suite de ces allocutions, le Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, **Son Excellence Monsieur Daniel Kablan DUNCAN**, présidant la cérémonie d'ouverture a réaffirmé, pour les acteurs économiques et sociaux et Conseils économiques et sociaux et Institutions Similaires, la nécessité d'une plus grande implication dans la formulation et le suivi de la mise en œuvre des politiques économiques, sociales, environnementales et culturelles. Le Vice-Président a également salué la consolidation des relations entre l'Afrique et l'Union Européenne.

Les débats de cette 4^{ème} rencontre se sont organisés en 4 thèmes porteurs discutés au cours de panels de haut niveau. Il s'agit :

- ☐ des innovations possibles dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire pour transformer l'Afrique;
- □ des stratégies au bénéfice des jeunes à travers l'éducation et le renforcement de compétences ;
- des stratégies de développement des économies vertes :
- □et de la contribution des acteurs socioéconomiques dans le futur des relations Afrique-UE.

Concernant le **futur des relations intercontinentales**, les participants ont appelé au renforcement et à l'approfondissement du partenariat stratégique Afrique-UE, dans un esprit de respect mutuel basé sur des intérêts communs. Cela en vue de faire face aux défis globaux tels que le développement durable, le changement climatique, les migrations, la mobilité et l'emploi, la lutte contre le terrorisme, la préservation de la paix, la prévention des conflits et la lutte contre la pauvreté ou les inégalités.

Une emphase toute particulière a été faite sur la **jeunesse**. Les délégués ont accueilli favorablement l'attention accordée aux aspirations et aux besoins des jeunes dans le futur des relations Afrique-Union Européenne et dans le développement des deux continents. A ce titre, les participants recommandent l'implication des jeunes dans la conception et la mise en œuvre de mesures concrètes, simples visant des résultats immédiats.

Ces mesures concernent notamment la garantie d'un enseignement de base universel, une meilleure adéquation entre le système d'enseignement et le marché du travail, et l'accès plus aisé des jeunes aux financements et aux possibilités d'auto-emploi. Les participants ont également rappelé la nécessité de l'amélioration de la mobilité des travailleurs qualifiés à travers la mise en place d'un système pertinent d'équivalence des compétences et des qualifications des migrants, sans préjudice de la mise en œuvre d'un programme encourageant le retour et la réintégration des travailleurs qualifiés dans leur pays d'origine.

Au terme des travaux de la 4ème réunion, les membres du réseau d'Acteurs économiques et sociaux Afrique-Union Européenne :

- adressent leur profonde reconnaissance au Président de la République de Côte d'Ivoire, **Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA**, pour l'ensemble des dispositions qu'il a bien voulu autoriser ainsi que pour son appui personnel à la tenue de cette réunion;
- se félicitent et expriment leur satisfaction au Président Georges DASSIS, Président du Comité économique et social européen, pour avoir proposé la Côte d'Ivoire à l'effet d'abriter cet important événement;
- félicitent le Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel de Côte d'Ivoire (CESEC) pour la qualité de l'accueil réservé aux participants ainsi que pour la parfaite organisation des travaux de cette 4ème édition.

Cette quatrième (4ème) Réunion du réseau d'Acteurs économiques et sociaux et des Conseils économiques et sociaux et Institutions Similaires Afrique-UE, a été sanctionnée par l'adoption d'une **Déclaration Finale**, qui a été remise au Président de la République de Côte d'Ivoire **Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA** aux fins d'être portée à la connaissance de ses pairs à l'occasion du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement Union Européenne –Union Africaine.



En mars, Abidjan accueille les Rencontres annuelles de l'AICESIS

Au programme:

- Conseil d'Administration
- Atelier d'échange d'experiences



Visitez le site web du CESEC : WWW.lecesec.ci



FLASH INFOS >

RECHERCHE

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DU LIBAN ET LE CESEC SE RAPPROCHENT POUR UN

GALERIE PHOTO

06/02/2018



COOPÉRATION SUD-SUD PLUS DYNAMIQUE

CEREMONIE DE PRESENTATION DE VOEUX DES CONSEILLERS AU PRÉSIDENT DU CESEC

VIDEOS

00



Charles Koffi Diby nommé Président du Conseil Economique et Social

O 15/11/2017

MOT DU PRESIDENT



Chers Internautes,
Bienvenue sur le Site Web du
Conseil Economique, Social,
Environnemental et Culturel
(CESEC) de la République de
Côte d'Ivoire, Au mom...

M. Charles KOFFI DIBY

LE CESEC EN BREF

Conseil économique, Social, Environnemental et Culturel Côte d'Ivoire

Angle Boulevard Carde Avenue Terrasson de Fougères Abidjan - Plateau

04 BP 301 ABidjan 04

Tél.: +225 20 25 02 00 Fax: +225 20 22 12 88

Site: hhttp://www.lecesec.ci

@ 11/01/2018